

ENQUÊTE PUBLIQUE

**Relative au projet de centrale photovoltaïque au sol, à la Rivière
des Galets, sur le territoire de la commune du Port.**

ANNEXES

DÉTAIL DES ANNEXES :

Annexe n° 1	Désignation du commissaire enquêteur par le Tribunal Administratif
Annexe n° 2	Arrêté préfectoral n° n° 2021-25/SG/DCL du 08 janvier 2021 portant organisation de l'enquête publique
Annexes n° 3 a et b	Parutions presse des 14 et 15 janvier 2021
Annexes n° 4 a et b	Parutions presse du 3 février 2021
Annexes n° 5	Photos des affichages dans les mairies.
Annexes n° 6 a et b	Certificats d'affichage des maires de Le Port et de Saint-Paul.
Annexe n° 7	Plan d'implantation de l'affichage sur le site
Annexes n° 8	Photos des affichages d'avis sur le site
Annexe n° 9	Capture d'écran de la mise en ligne du dossier sur le site internet de la Préfecture
Annexe n° 10	Capture d'écran de la mise en ligne du dossier sur le site internet de la Commune de Saint-Paul
Annexe n° 11	Capture d'écran de la mise en ligne du dossier sur le site internet du Territoire Côte Ouest (TCO)
Annexe n° 12	Capture d'écran de la mise en ligne d'une DCM de juillet 2020, relative à un bail du terrain pour le projet sur le site internet de la commune de Le Port
Annexes n° 13 a et b	Courriers aux maires, pour leur rappeler de transmettre l'avis des conseils municipaux sur le projet
Annexe n° 14	Procès-verbal de synthèse des observations
Annexe n° 15	Remise avec AR du PV de synthèse des observations
Annexe n° 16	Extrait de la Délibération du Conseil Municipal de Saint-Paul, du 25 février 2021
Annexe n° 17	Extrait de la Délibération du Conseil Municipal de Le Port, du 2 mars 2021
Annexe n° 18	Réponse de EDF Renouvelables au PV des observations

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION DU

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LA RÉUNION

17/12/2020

N° E20000025 /97

LE MAGISTRAT DELEGUE

Décision désignation commission ou commissaire

Vu enregistrée le 16/12/2020, la lettre par laquelle le Préfet de La Réunion demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet :

Projet de centrale photovoltaïque de la Rivière des Galets, sur la commune du Port ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la décision du président du tribunal administratif de La Réunion du 1^{er} juillet 2019 portant délégation en matière d'enquêtes publiques ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2020 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Monsieur Hubert DI NATALE est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 2 : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

ARTICLE 3 : La présente décision sera notifiée au Préfet de La Réunion, à EDF Renouvelables France et à Monsieur Hubert DI NATALE.

Fait à Saint-Denis, le 17/12/2020

Le magistrat délégué,

Jean-Philippe SEVAL

Pour expédition conforme,
La greffière en chef,


Bénédicte PUIG



**PRÉFET
DE LA RÉGION
RÉUNION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité
Bureau de l'environnement**

Saint-Denis, le 8 janvier 2021

ARRETE n° 2021- 25 /SG/DCL du 8 janvier 2021

prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable à une décision sur la demande de permis de construire pour le projet d'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol à la Rivière des Galets, sur le territoire de la commune du Port.

**LE PREFET DE LA REUNION
chevalier de la Légion d'honneur
officier de l'ordre national du Mérite**

- VU** la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;
- VU** le code de l'énergie et notamment son article L211-2 ;
- VU** le code de l'environnement et en particulier ses articles L122-1 et suivants, L123-1 et suivants, L124-1 et suivants, L126-1, R122-2 et son tableau annexé, R122-4 et suivants, R123-1 et suivants, R124-1 et suivants, R126-1 et suivants, portant sur le champ d'application, la compétence, la procédure et le déroulement de l'enquête publique ;
- VU** le code de l'urbanisme et notamment les articles L421-1 et R421-1, L422-2 et R422-2, L423-1 et R423-20 et R423-32, R423-57, L424-1 et R431-16 ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration et notamment les articles L134-1 et suivants ;
- VU** la loi n° 2009-967 du 03 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement ;
- VU** la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire ;
- VU** l'ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement ;
- VU** le décret n° 2009-1414 du 19 novembre 2009 relatif aux procédures administratives applicables à certains ouvrages de production d'électricité ;
- VU** le décret n° 2017-626 du 25 avril 2017 relatif aux procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement et modifiant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale de certains projets, plans et programmes ;
- VU** le décret du 30 juillet 2018 portant nomination de M. Lucien GIUDICELLI en qualité de sous-préfet de Saint-Pierre ;

- VU** le décret n° 2020-1582 du 14 décembre 2020 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- VU** la décision du 5 novembre 2020 portant désignation de M. Lucien GIUDICELLI, des fonctions de secrétaire général par intérim ;
- VU** l'arrêté du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête ;
- VU** la demande de permis de construire n° 97440717A0030 déposée le 12 mai 2017 par la société Electricité de France (EDF) Renouvelables France, représentée par Mme Sophie LECORCHE chef de projets outre-mer, en vue du projet d'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol à la Rivière des Galets sur le territoire de la commune du Port ;
- VU** l'étude d'impact portée au dossier de l'enquête publique ;
- VU** les avis des services techniques compétents consultés dans le cadre de l'instruction du dossier ;
- VU** l'avis de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) rendu sur le projet le 14 décembre 2020 porté au dossier de l'enquête publique ;
- VU** la liste départementale d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur à La Réunion établie au titre de l'année 2021 ;
- VU** la décision n° E20000025 / 97 du 17 décembre 2020 par laquelle Monsieur le président du tribunal administratif de La Réunion a désigné, pour les besoins de l'enquête publique, en qualité de commissaire enquêteur, Monsieur Hubert DI NATALE ;
- VU** la réponse à l'avis de la MRAe de la société EDF Renouvelables France reçu le 29 décembre 2020 ;
- VU** les préconisations du Haut Conseil de la santé publique du 24 avril 2020 relatives à l'adaptation des mesures barrières et de distanciation sociale à mettre en œuvre en population générale, hors champ sanitaire et médico-social ;

CONSIDERANT que le commissaire enquêteur a été consulté sur les modalités de déroulement de l'enquête ;

CONSIDERANT que ce dossier est constitué conformément aux dispositions des codes précités ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général par intérim de la préfecture de La Réunion

ARRETE

ARTICLE 1er – Il sera procédé à une enquête publique, au titre du code de l'environnement, sur la demande de permis de construire d'une centrale photovoltaïque au sol à la Rivière des Galets sur le territoire de la commune du Port, présentée par la société Electricité de France (EDF) Renouvelables France, représentée par Mme Sophie LECORCHE chef de projets outre-mer.

ARTICLE 2 - Les caractéristiques principales du projet sont les suivantes :

Le projet consiste en l'installation de panneaux photovoltaïques au sol sur un terrain communal d'environ 4,4 hectares, délimité au Nord par une zone industrielle et à l'Est par une zone d'activités dite Eco-parc ZAC environnement.

Les travaux comprennent l'installation des modules photovoltaïques sur une structure surélevée d'un mètre par rapport au sol et d'une hauteur maximale de 2,10 mètres sur une surface projetée de 2,62 hectares (soit environ 60 % de la parcelle), ainsi que la construction de plusieurs locaux techniques surélevés également d'un mètre par rapport au terrain naturel (quatre conteneurs pour stocker l'énergie, un poste de livraison et deux conteneurs pour le stockage des matériels).

ARTICLE 3 – Le responsable du projet auprès duquel des informations peuvent être demandées est :

EDF Renouvelables France

**Adresse : à l'attention de Sophie LECORCHE - Centre d'Affaires Wilson – Quai Ouest
35 Boulevard de Verdun - 34500 BEZIERS**

ARTICLE 4 – A l'issue de l'enquête publique, le préfet de La Réunion, au vu des pièces du dossier et des consultations réglementaires, prendra une décision favorable à cette demande assortie ou non de prescriptions, ou une décision de refus de la demande.

ARTICLE 5 – L'enquête publique se déroulera durant trente-trois jours consécutifs du **3 février au 8 mars 2021 inclus** dans les mairies du Port et de Saint-Paul.

Pendant la durée de l'enquête publique, le dossier d'enquête comprenant notamment l'étude d'impact, l'avis de l'autorité environnementale et les observations en retour du pétitionnaire pourra être consulté :

- à la mairie principale de :

■ **Le Port** aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, soit du lundi au jeudi de 08h00 à 12h00 et de 13h00 à 16h30, et le vendredi de 08h00 à 12h00 ;

■ **Saint-Paul** aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, soit du lundi au jeudi de 08h00 à 16h00 et le vendredi de 08h00 à 15h00 ;

- sur le site internet de la préfecture de La Réunion à l'adresse suivante :

<http://www.reunion.gouv.fr> (rubrique : publications – environnement et urbanisme – participation du public – Avis d'ouverture d'enquête publique)

- et sur un poste informatique en préfecture (direction de la citoyenneté et de la légalité (DCL) – bureau de l'environnement (BE)) aux jours et heures d'ouverture suivants : *du lundi au vendredi de 09 h 00 à 11 h 30 et de 14 h 00 à 15 h 30.*

Les observations, propositions et contre-propositions relatives au projet pourront être :

- consignées par écrit, sur un registre d'enquête ouvert dans les mairies du Port et de Saint-Paul dont les feuillets non mobiles seront cotés et paraphés par le commissaire enquêteur ;

- envoyées par courrier à l'attention de Monsieur le commissaire enquêteur au siège de l'enquête publique à la mairie du Port - Hôtel de ville, 9, rue Renaudière-de-Vaux, BP 62004, 97821 Le Port Cedex;

- adressées sur le courriel électronique suivante : enquete-publique@reunion.pref.gouv.fr

Les courriels parvenus à cette adresse électronique seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture.

Toutes observations, tous courriers ou saisines électroniques réceptionnés après la date et heure de clôture de l'enquête publique ne pourront être pris en considération par le commissaire enquêteur.

ARTICLE 6 – Est désigné en qualité de commissaire enquêteur :

Monsieur Hubert DI NATALE

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public, selon le calendrier suivant, à la mairie de :

- **Le Port**, siège de l'enquête publique, Hôtel de ville, 9, rue Renaudière-de-Vaux, BP 62004, 97821 Le Port Cedex

mercredi 3 février 2021	de 09 heures à 12 heures
vendredi 19 février 2021	de 09 heures à 12 heures
lundi 8 mars 2021	de 13 heures 30 à 16 heures 30

- **Saint-Paul**, Hôtel de ville, Place du Général de Gaulle, CS 51015, 97864 Saint-Paul Cedex

mardi 9 février 2021	de 13 heures à 16 heures
jeudi 25 février 2021	de 09 heures à 12 heures

Il est autorisé à utiliser son véhicule personnel pour l'accomplissement de sa mission.

Les lieux de l'enquête, pendant les cinq permanences, en accord avec les communes du Port et de Saint-Paul devront se situer dans une ou des pièces pouvant être aérées à intervalles réguliers et être aménagées en prévoyant l'organisation de files d'attente et du filtrage durant les permanences "présentielles" du commissaire enquêteur avec les mesures barrières appropriées : port du masque obligatoire, distanciation en salle de permanence avec la mise à disposition de gel hydroalcoolique, éventuellement de gants pour la manipulation du dossier d'enquête, etc.

ARTICLE 7 – Un avis d'ouverture d'enquête publique sera publié :

✓ **par le préfet :**

– dans deux journaux locaux, aux frais du pétitionnaire, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci ;

– sur le site Internet de la préfecture de La Réunion www.reunion.gouv.fr (rubrique : publications environnement et urbanisme – participation du public – Avis d'ouverture d'enquête publique) ;

✓ **par le maître d'ouvrage**, par voie d'affiches et éventuellement par tout autre procédé, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, sur les lieux ou en lieu situé au voisinage de l'aménagement, visible et lisible de la voie publique. Les affiches devront respecter les dispositions de l'arrêté du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R. 123-11 du code de l'environnement ;

✓ **par les maires des communes du Port et de Saint-Paul** par voie d'affiches et éventuellement par tout autre procédé, dans la mairie concernée, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci. Les maires de ces communes attesteront de l'accomplissement de cette formalité.

ARTICLE 8 – Les conseils municipaux des communes du Port et de Saint-Paul sont appelés à donner leur avis sur la demande d'autorisation du projet dès l'ouverture de l'enquête. Ne seront pris en considération que les avis exprimés, au plus tard, dans les quinze jours suivant la clôture du registre d'enquête.

ARTICLE 9 – A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête seront clos et signés par le commissaire enquêteur.

Le commissaire enquêteur rencontrera, dans la huitaine, le pétitionnaire et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le pétitionnaire disposera d'un délai de quinze jours, pour émettre un mémoire en réponse.

ARTICLE 10 – Dans un délai de trente jours, à compter de la date de clôture de l'enquête publique :

– le commissaire enquêteur examinera les observations recueillies et rédigera un rapport dans lequel il relatera le déroulement de l'enquête et ses conclusions motivées, qui doivent figurer dans un document séparé et précisé si elles sont favorables ou non à la demande d'autorisation.

– le commissaire enquêteur transmettra au préfet de La Réunion – direction de la citoyenneté et de la légalité - bureau de l'environnement :

- le dossier d'enquête publique accompagné des registres d'enquête et des pièces annexées, du mémoire en réponse du demandeur,
- le rapport d'enquête accompagné des conclusions motivées et consignées dans un document séparé, en précisant si elles sont favorables ou non à l'opération.

Il transmet simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif.

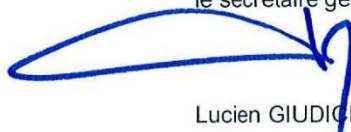
ARTICLE 11 – Dès leur réception, le préfet adressera, une copie du rapport et des conclusions au pétitionnaire et aux maires des communes du Port et de Saint-Paul.

Une copie du rapport et des conclusions sera tenue à la disposition du public pendant un an, à compter de la date de clôture de l'enquête, dans les mairies de Saint-Paul et du Port, à la préfecture (DCL/BE) ainsi que sur le site Internet de la préfecture de La Réunion : www.reunion.gouv.fr.

Les personnes intéressées pourront également obtenir communication de ces documents auprès du préfet dans les conditions prévues par les articles L300-1 et L300-2 du code des relations entre le public et l'administration .

ARTICLE 12 – Le secrétaire général par intérim de la préfecture, le directeur d'EDF Renouvelables France, les maires des communes du Port et de Saint-Paul, le commissaire enquêteur sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général par intérim



Lucien GIUDICELLI

A consulter également sur : www.officiel.re


G&P LEGAL
Société d'Avocats inter-barreaux
SAS au capital de 80 000 €
Siège social :
3, Boulevard Diderot
75012 PARIS
Barreau au
128, rue Roland-Garros
97400 SAINT-DENIS
Tél. : 0262 30 64 00
Fax : 0262 30 19 16

SATTHEVE
Société à responsabilité limitée

à associer une
au capital de 361 600 euros
Siège social : 2, rue Claude-Chappe
97420 Les Mascareignes
ZAC LE PORT (Réunion)
947 355 734 RCS SAINT-PIERRE

Par décision unanime du 29 décembre 2020, les associés ont
nommé Madame **CHARLOTTE
LAMBERT** démissionnant 18, rue Maurice-
Faurat 93330 BASSENS en qualité de
présidente de la société par décision
non limitée à compter du même jour,
suite au décès de Monsieur Serge
BOURGALAT.

La société légalement mise en gérance au
greffe du Tribunal de commerce de
SAINT-DEIN.

POUR AVOIR
678264

BDO RÉUNION
MAYOTTE

SCI MCM
Société civile immobilière
au capital de 1 000 euros
Siège social : 47, rue de Prod-des-Roches
97627 LEYDING-CLAU
943 355 026 RCS ST-PIERRE

ANNUCE LEGALE

Aux termes d'une délibération en date du 30 novembre 2020, l'assemblée générale des associés de la société à responsabilité limitée **SC M & M** a décidé de transférer le siège social de la société, actuellement des Roches, 97477 L'ETANG-SAUL au 29, chemin Lancaster 97424 SAINT-LEU à compter du 30 novembre 2020 et modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

POUR AVIS, LA GERANCE
67281

HORIZON FIBRE
Société par actions simplifiée
au capital de 1 000 000 euros
Siège social :
Résidence des Cocalignes
Apt 33bis n°1
97434 ST-PAUL
823 319 447 RCS SAINT-DENIS

Aux termes d'une décision en date du 13/01/2021, l'associé unique a décidé d'étendre l'objet social aux activités de l'obtention d'appareils et accessoires électroniques, accompagnement, maintenance et formation au titre des appareils de mesures et de soutien de fibre optique. Contributif et complémentaire des réseaux de télécommunication et informatique et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

POUR AVIS, LE PRÉSIDENT
67629

te
és
te
ur
du
IN
et
4
CE
52

l'abonnement
Quotidien
tellement
plus simple

VOUS

EN
MERCREDIS

dès maintenant
www.officiel.re

DEZ VOTRE
 ELECTRONIQUE
 FICIEL, NOUS
 IONS DE TOUT !

tez-nous :
 02 97 52 30
contact@officiel.re

ENSAI
École nationale
supérieure d'architecture
Montpellier La Réunion

**École d'Architecture
de La Réunion**
Antenne de l'ENSAI

**JOURNÉE
PORTES OUVERTES**
LE MERCREDI 10 FÉVRIER 2021
De 10h à 16h

Inscription obligatoire sur le site :
www.lareunion-archi.fr

Adresse :
angle des rues du 20 décembre 1848
et de Cherbourg
97420 Le Port
Tél : 0262 45 71 70

COMMUNIQUES

CISE RÉUNION

CISE Réunion informe ses abonnés de la réalisation de travaux de raccordement sur la conduite stérile Rue Guynemer. Cette intervention nécessite l'interdiction de la distribution en eau, le **jeudi 04 Février 2021 à partir de 8h**, sur les secteurs suivants :

- Rue Guynemer
- Rues adjacentes

La remise en service se fera progressivement dès achèvement des travaux en fin de matinée. CISE Réunion remercie ses abonnés pour leur compréhension. Retrouvez l'ensemble de ces informations sur notre site Internet www.cise-reunion.fr

Réf 232158

Sudéau
Infanterie Idée
pour professionnaliser, améliorer.

Sudéau procèdera aux travaux de lavage et de désinfection des réservoirs Argamasse, Odilien Picard et Route du Volcan sur la commune du Tampon. Cette intervention nécessitera l'interdiction de la distribution en eau le **jeudi 04 Février 2021**, sur les secteurs suivants :

- Village Piton Dugain
- La Diligence
- Chemin Odilien Picard
- Route du Volcan partie comprise entre la rue Pierre Picard et le gîte "Marmite Longtemps"

La remise en service se fera progressivement à partir de 17h00. Sudéau remercie ses abonnés pour leur compréhension. Retrouvez l'ensemble de ces informations sur notre site Internet www.sudeau.fr

Réf 232156

CISE RÉUNION

CISE Réunion informe ses abonnés de la commune des Avioniers que les tarifs de l'eau restent inchangés et ce depuis le 1er janvier 2020.

Pour ceux qui ont constaté une augmentation importante sur leur facture, CISE Réunion se tient à leur disposition, pour analyser leurs factures, lors des permanences qui se tiendront les 4, 5, 11 et 12 février 2021 de 9h00 à 12h00 en Mairie.

Le service clientèle,
Réf 232159

Le bon réflexe pour recruter
publiez votre offre dans

JIR

Tél : 0262 48 66 22
Mail : emploi@jir.fr

heures
jeudi 25 février 2021 de 09 heures à 12 heures

En cas d'empêchement, un commissaire enquêteur remplaçant pourra être nommé après interruption de l'enquête.

Le dossier d'enquête sera déposé dans les mairies principales du Port et de Saint-Paul du 3 février au 8 mars 2021 inclus. Il comprend notamment une étude d'impact, un résumé non technique, l'avis de l'autorité environnementale (MRAE) et les observations en retour du pétitionnaire. Le dossier sera tenu à la disposition du public :

- sur support papier en mairies,
- sur le site Internet de la préfecture : www.saint-paul.gouv.fr
- aux publications : environnement et urbanisme - participation du public - avis d'ouverture d'enquête publique
- sur un support informatique, en préfecture

Le public pourra en prendre connaissance aux jours et heures d'ouverture des bureaux et consigner ses observations sur le registre d'enquête ouvert à cet effet ou à l'adresse par écrit au siège de l'enquête à la mairie du Port (adresse : Hôtel de ville, 9, rue Renaudière-de-Vaux, BP 62004, 97420 Le Port Cedex) ou à l'adresse électronique suivante : enquetespublices@sextion.cse.gouv.fr

Les observations reçues par courriel seront consultables par le public dans les meilleurs délais sur le site Internet de la préfecture : www.saint-paul.gouv.fr

Les observations formulées par voie postale sont annexées au registre d'enquête tenu à disposition au siège de l'enquête. Le commissaire enquêteur formulera son avis dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, sans demande motivée de prolongation.

Il pourra être pris connaissance d'une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur dans les mairies du Port et de Saint-Paul, à la préfecture (DCLBE) ainsi que sur le site Internet de la préfecture, pendant le délai d'un an à compter de la remise du rapport d'enquête et des conclusions motivées.

Le préfet de La Réunion est l'autorité compétente pour délivrer ou refuser le permis de construire du projet.

Réf 232160

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 25/01/2021, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : SAS
Dénomination : FRED'AND JOU
Capital : 400€
Siège social : 25 Rue Tourte Départementale 54 - 97470 SAINT-BENOÎT
Objet :
- Restauration rapide sur place et à emporter
- Fabrication de crêpes, de gaufres, de spécialités locales
- Grillades - Traiteur

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de SAINT-DENIS

Président : M. ALBAIC Jean Marc, demeurant au 25 Rue Tourte Départementale 54 - 97470 SAINT-BENOÎT, nommé pour une durée indéterminée.

Admission aux assemblées et exercice du droit de vote : Chaque actionnaire est convoqué aux assemblées. Chaque actionnaire doit être à l'heure. Clause d'agrément : les actions sont librement cessibles entre actionnaires uniquement.

Pour avis, la Préfecture
Réf 232161

CONVOCAION

LE GDN DE SAINT-PHILIPPE
vous invite à son AGO qui se tiendra le **jeudi 18 février 2021 à 16h00** Chez M. FIARDIA Jules André 21 chemin de Ceinture - Banl les Hauts

LE GDN DE SAINT-MARIE
vous invite à son AGO qui se tiendra le **jeudi 18 février 2021 à 17h00** à la FGDON - 9 Cour Beauséjour - Rivière des Roches

Réf 232162

VIE JURIDIQUE & SOCIALE

SCI NZ
SC au capital de 125 313,09 €
Siège social : 59 RUE FRANÇOIS DE MANTU 97410 SAINT-PIERRE
RCS SAINT-PIERRE 409123833

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15/01/2021, il a été décidé de transférer le siège social à :
M. DESJES BARQUISSEAU 97410 SAINT-PIERRE à compter du 15/01/2021
Modification au RCS de SAINT-PIERRE
Réf 232164

GARAGE EDA
Non commercial / GARAGE EDA
Siège social : 383 bis route des canots 97427 ETANG-SALE
Capital : 1.000 €
Objet : Entretien et réparation de véhicules, ventes de produits et accessoires automobiles, réparation de la carrosserie et de la tôlerie, peinture, dépannage et remorquage de véhicules, ventes de véhicules neufs et d'occasion.

Président : LEPELIER Laurent 383 route des canots 97427 ETANG-SALE
Transmission des actions : Les actions sont librement cessibles et transmissibles.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom ou des titulaires sur des comptes tenus à cet effet par la Société dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Admission aux assemblées et exercice du droit de vote : Chaque actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque actionnaire doit être à l'heure.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de SAINT-PIERRE
Réf 232163

HOLDING DOLOMIEU
Société à responsabilité limitée au capital de 1.701.000 €
Siège : 104 rue de Richelieu 75002 PARIS

812287142 RCS DE PARIS

Par décision de l'assemblée ordinaire du 25/01/2021, il a été décidé de transférer le siège social au 63 Rue Roland Rognon 97431 LE TAMPON

Président : M. BEYARD Jeanne 104 rue de Richelieu 75002 PARIS
Radiation au RCS de PARIS et réimmatriculation au RCS de SAINT-PIERRE
Réf 232164

ECM
SAS au capital de 55000 €
Siège social : 10 CHEMIN PIERRE ROCHER 97424 SAINT-PAUL

812 640 064 RCS de Saint-Pierre

En date du 06/12/2020, l'associé unique, a décidé de transformer la société en Société à Responsabilité Limitée, sans création d'un nouveau capital, à compter du 06/12/2020 et a nommé en qualité de gérant M. HIPPOLYTE Jean-Marie, demeurant 10 chemin Pierre Rocher, 97424 Saint-Paul. Du fait de la transformation, il est mis fin aux fonctions du Président.

Modification du RCS de Saint-Pierre
Réf 232161

DOM 974 ENTREPRISES
SARL au capital de 15000 €
Siège social : RUE ISSOR RAVATE, 97400 SAINT-DENIS

849 305 834 RCS de Saint-Denis

L'AGE du 09/01/2021 a décidé de modifier le capital social de la société en le portant de 15000 Euros, à 7500 Euros
Modification au RCS de Saint-Denis
Réf 232165

SECURITE PROTECTION ALARME REUNIONTELEVEILLANCE
SARL au capital de 1000 €
Siège social : 14 chemin Clémencey Paris
97430 LE TAMPON

RCS SAINT-PIERRE 888037702

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 01/12/2020 M. NATUEL Stéphane a fait part de sa démission pour ordre de ses fonctions de Co-Gérant à compter du 01/12/2020.

Modification au RCS de SAINT-PIERRE
Réf 232166

Par ASPP le 29/12/2020, il a été constitué la SARL : INGER BOURBON. Capital : 1000 €. Objet : Conseil de gestion aux entreprises et services associés ingénierie financière aide à la mise de l'inventaire ou tout autres aides à la gestion des sociétés formation aux entreprises. Siège : 51 ch Louis des Jardins, 97400 ST PAUL. Gérance : APAR KEVIN, 51 ch Louis des Jardins, 97400 ST PAUL. Durée : 99 ans. Au RCS de SAINT-DENIS-DE LA REUNION
Réf 232162

LES COMPTOIRS SAPMER
SARL au capital de 370.000 €
Siège social : Darse de Pêche - 97420 LE PORT - LA REUNION
RCS SAINT-DENIS 498 532 307

Avais
Par décisions du 25/09/2020, et conformément à l'art. L.223-42 du com. il a été décidé de ne pas dissoudre la Société. Mention sera faite au RCS de Saint-Denis.
Réf 232160

CONSTRUCTION ARTISAN PRO OCEAN INDIEN "CAP O.I."
Société à responsabilité limitée au capital de 5 000 euros
Siège social : 102 Route des Cafriers 97418 PLAINE DES CAFRES

521301164 RCS ST PIERRE DE LA REUNION

Aux termes d'une délibération en date du 29/01/2021, l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés, statuant en application de l'article L. 223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.

Pour avis, la Gérance
Réf 232163

ALBUFFY
SELARL au capital de 1020 €
Siège social : 51 RUE AMIRAL BOUVET, 97470 SAINT-BENOÎT

877 855 965 RCS de Saint-Denis

L'AGE du 09/01/2021 a nommé en qualité de gérant M. TEVANE Cédric, demeurant 150 rue des Tulipiers Mille Roches, 97410 SAINT-BENOÎT, en remplacement de M. RASPAUD Cédric, à compter du 09/01/2021.

Modification au RCS de Saint-Denis
Réf 232167

AVIS DE CONSTITUTION

Avis est donné de la constitution d'une Société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société civile immobilière
Dénomination : SCI PALMILU
Siège social : 43 Avenue Marcel HOARAU - La Palmarie - Sainte-Clotilde - 97490 Saint-Denis

Objet : L'acquisition, la construction, l'administration et la gestion par location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers.

Durée : 99 années
Capital : 1 000 euros d'apport en numéraire

Gérance : Madame HOARAU Laurence Mireille demeurant 43 avenue Marcel Hossau - La Palmarie - 97490 Saint-Clotilde

Cession de parts et agrément : Les parts ne peuvent être cédées qu'avec l'autorisation préalable de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

Immatriculation au RCS de Saint-Denis.
Réf 232170

CONSTRUCTION 3B
SARL en liquidation
Au capital de 100€

Siège social : 52 a rue Gabriel Marre 97428 Trois-Bassins

R.C.S. ST PIERRE 548 959 763

Par AGE du 14 Janvier 2021, la collectivité des associés a décidé la dissolution anticipée de la société à compter de 14 Janvier 2021 et sa mise en liquidation amiable. Elle a nommé comme liquidateur M. PAPY LAURENCE, demeurant 52 A rue Gabriel Marre. Le siège de la liquidation est fixé au siège social.

Suivant la délibération du 14 Janvier 2021, la collectivité des associés, après avoir entendu le rapport du liquidateur, a approuvé les comptes de liquidation, a donné quies au liquidateur et l'a déchargé de son mandat et a prononcé la clôture des opérations de liquidation pour le 14 Janvier 2021. Le dépôt des actes, pièces et comptes relatifs à la liquidation sera effectué au GDS de ST PIERRE.
Réf 232171

RECTIFICATIF

Dans le Journal de l'île du 16 Décembre 2020 : Réf. 230872 : Page 24, Concernant : M. MANGATAVE Jean Eric : Il y a lieu de lire : 31-07-2009 au lieu de 14-12-2020. Le reste est sans changement.
Réf 232165

PREMIUM CONSEILS PATRIMOINE
SARL au capital de 7.500€
Siège social : 21 RUE RUISSEAU DES NOIRS 97400 SAINT DENIS

RCS 798 344 438 SAINT DENIS DE LA REUNION

L'AGE du 28/01/2021 a nommé gérant : M. MONDON NICOLAS, 4 rue Camille VERCOZ, apt 21 résidence Hély 97400 ST DENIS, à compter du 28/01/2021. Mention au RCS de SAINT DENIS DE LA REUNION.
Réf 232168

PALMEA SARL au capital de 5.000€. Siège social : 142 Chemin Bouef-Mout 97419 LA POSSESSION. RCS 791 023 245 SAINT DENIS DE LA REUNION. L'AGE du 14/01/2021 a approuvé les comptes de liquidation, donné quies au liquidateur, l'a déchargé de son mandat et prononcé la clôture de liquidation, à compter du 14/01/2021. Radiation au RCS de SAINT DENIS DE LA REUNION.
Réf 232169

MILLANCOURT, ANDRE-ROBERT, FOURCADE, SPERA ET ASSOCIES
SELARL D'AVOCATS
Siège social : 3 Avenue Luc Donat 97410 SAINT PIERRE
TEL : 0262 25 17 35
FAX : 02 62 35 04 64

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte SSP en date à LE PORT du 20 janvier 2021, il a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société à responsabilité limitée
DÉNOMINATION : H MANUFACTURE
SIEGE SOCIAL : LE PORT 97420 (Réunion) 154, rue Olivier POULOT ZA Plaine des Galets

OBJET : l'exploitation d'un fonds de commerce de restauration rapide et de vente de plats à emporter, de ventes de plats cuisinés, snacking, traiteur.

DURÉE : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS
CAPITAL : 1000 euros
GERANCE : Monsieur Mathieu HENRIETTE, demeurant à LA POSSESSION (Réunion) 27, rue Omerfeld, Résidence Florio AP 16

IMMATRICULATION : au RCS de SAINT-DENIS.
Réf 232172

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte en date du 01/02/2021, il a été constituée une SARL, unipersonnelle dénommée : CANIMAXX. On présentant les caractéristiques suivantes :

Capital : 5 000 euros
Siège : 50 rue du Général de GAULLE 97434 SAINT-GILLES-LES-BAINS

Objet : Négocie de produits liés au Cannabis

Durée : 99 ans
Gérance : M. Maxime LECHELLE - 62 Boulevard du Chaudron, 97490 SAINT-CLOTILDE

Les comptes de liquidation seront déposés au Greffe du tribunal de commerce de SAINT-PIERRE. Mention sera faite au RCS de SAINT-PIERRE.
Réf 232170

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte en date du 01/02/2021, il a été constituée une SARL, unipersonnelle dénommée : CANIMAXX. On présentant les caractéristiques suivantes :

Capital : 5 000 euros
Siège : 50 rue du Général de GAULLE 97434 SAINT-GILLES-LES-BAINS

Objet : Négocie de produits liés au Cannabis

Durée : 99 ans
Gérance : M. Maxime LECHELLE - 62 Boulevard du Chaudron, 97490 SAINT-CLOTILDE

Les comptes de liquidation seront déposés au Greffe du tribunal de commerce de SAINT-PIERRE. Mention sera faite au RCS de SAINT-PIERRE.
Réf 232170

Avis d'augmentation du capital par augmentation de la valeur nominale

EURL THEAVEN O
29 rue du Kovi - 97480 SAINT PAUL
Capital social : 20 000 euros

RCS 888 781 368 SAINT DENIS

L'AGE en date du 07/02/2021 a décidé d'augmenter le montant du capital de 20 000 euros à 50 000 euros par création de 30 000 parts sociales. L'AGE des 7 statuts a été modifié en conséquence.

Modification au registre du commerce et des sociétés de SAINT-DENIS.
Réf 232171

AVIS D'augmentation du capital par augmentation de la valeur nominale

EURL THEAVEN O
29 rue du Kovi - 97480 SAINT PAUL
Capital social : 20 000 euros

RCS 888 781 368 SAINT DENIS

L'AGE en date du 07/02/2021 a décidé d'augmenter le montant du capital de 20 000 euros à 50 000 euros par création de 30 000 parts sociales. L'AGE des 7 statuts a été modifié en conséquence.

Modification au registre du commerce et des sociétés de SAINT-DENIS.
Réf 232171

ANNONCE
C'est simple comme un coup de fil
0262 48 66 28

Bon à savoir

Le commissaire-priseur spécialiste-conseil à votre service

Le commissaire-priseur est le spécialiste du marché de l'Art, et il est un des seuls à connaître le juste prix des objets, étant en contact du marché quotidien à travers les ventes publiques.

Il est habilité, en dehors des ventes publiques, à évaluer les objets et à en donner une estimation.

Il engage dans ces opérations sa responsabilité.

Le commissaire-priseur joue donc un rôle de conseiller lors de partage après un décès, ainsi que dans l'élaboration d'un contrat d'assurance.

TRIBUNAU

GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE SAINT-PIERRE DE LA REUNION

PAR JUGEMENT EN DATE DU 28 Janvier 2021, LE TRIBUNAL JUDICIAIRE DE SAINT-PIERRE a prononcé le REDRESSEMENT JUDICIAIRE de :
Georges Marie PICARD
54 chemin de la Grande Ferme
97418 LA PLAINE DES CAFRES
SIREN : 427 949 272

A nommé en qualité de mandataire judiciaire :
Monsieur JEREMY HOFER
08 Janvier 2021

A nommé en qualité de juge commissaire :
Monsieur HENRI HOUILLON
08 Janvier 2021

A nommé en qualité de juge commissaire suppléant :
Monsieur HENRI HOUILLON
08 Janvier 2021

Date de cessation des paiements :
01 Octobre 2020

LES CREANCIERS SONT INVITES A PRODUIRE LEURS CREANCES ENTRE LES MAINS DU MANDATAIRE JUDICIAIRE DANS LES DEUX MOIS A COMPTER DE L'INSERTION QUI PARAITRA AU BODACC.

Réf 232162

GREFFE DU TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE DE SAINT-PIERRE DE LA REUNION

LE 19/01/2021, le Tribunal Mixte de Commerce de Saint-Pierre de la Réunion a ouvert une procédure de Liquidation Judiciaire à l'égard de :
SARL S.I.F.A (SECURITE INCENDIE FORMATION ALARME) 71 Rue de la Papeterie Les Mairies LA RIVIERE

Activité : VENTE ET ENTRETIEN DE MATERIELS D'INCENDIE FORMATION DES CLIENTS PLAN D'INTERVENTION ET EVALUATION ALARMS VOL ET INCENDIE CONSEILS

RCS Saint-Pierre de la Réunion 498 886 217 (2007000454)

Liquidateur judiciaire :
SELARL FRANKLIN BACH prise en la personne de Me Franklin BACH 41 rue Saint-Marie 97400 Saint-Denis

Les créanciers doivent déclarer leurs créances auprès du mandataire judiciaire désigné dans les deux mois de l'insertion au BODACC, à peine de forclusion

Le Greffier du Tribunal
Réf 232204

GREFFE DU TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE DE SAINT-PIERRE DE LA REUNION

LE 19/01/2021, le Tribunal Mixte de Commerce de Saint-Pierre de la Réunion a ouvert une procédure de Liquidation Judiciaire simplifiée à l'égard de :
SARL Le Madras 34 rue Général Lambert
Etablissement(s)
- RCS Saint-Pierre de la Réunion

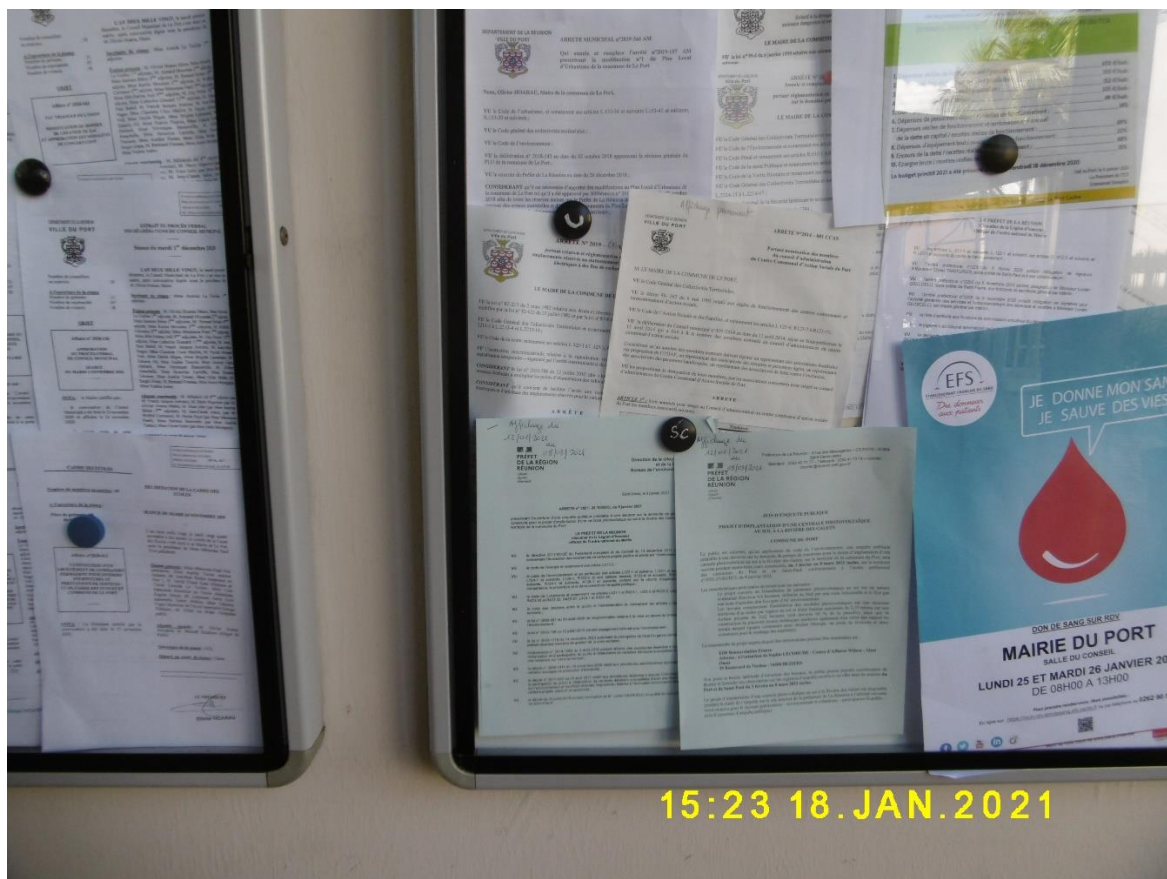
Activité : Pâtisserie chocolaterie confiserie fabrication de glaces artisanales traiteur Pâtisserie chocolaterie confiserie fabrication de glaces traiteur salon de thé

RCS Saint-Pierre de la Réunion 523 433 837 (20108005118)

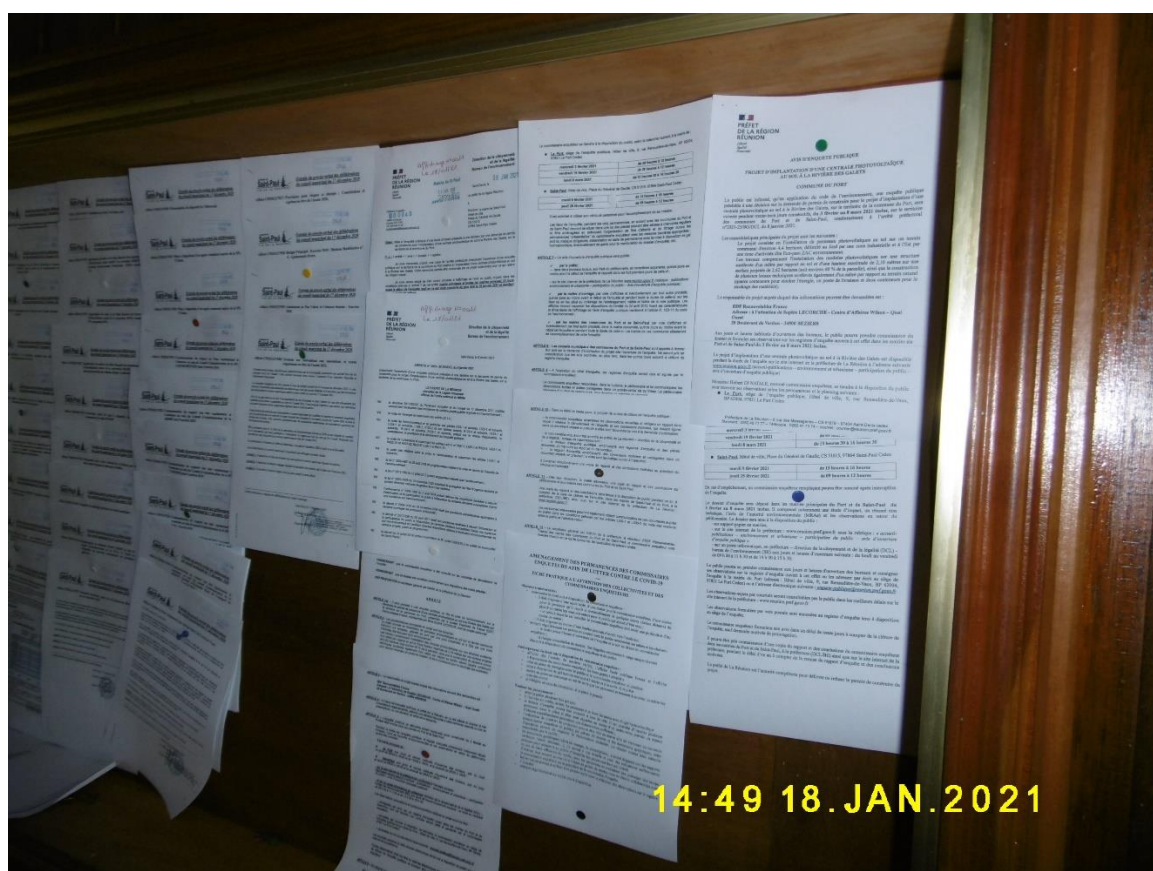
Liquidateur judiciaire :
SELARL FRANKLIN BACH prise en la personne de Me Franklin BACH 41 rue Saint-Marie 97400 Saint-Denis

Les créanciers doivent déclarer leurs créances auprès du mandataire judiciaire désigné dans les deux mois de l'insertion au BODACC, à peine de forclusion

Le Greffier du Tribunal
Réf 232214



Annexe 5
Affichage de l'arrêté à la mairie de Le Port



Annexe 5
Affichage de l'arrêté à la mairie de Saint-Paul



CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Nous soussignés, Maire de Le Port, certifions que l’avis au public et l’arrêté n° 2021-25/SG/DCL du 8 janvier 2021 prescrivant l’ouverture d’une enquête publique préalable à une décision sur la demande de permis de construire pour le projet d’implantation d’une centrale photovoltaïque au sol à la Rivière des Galets sur le territoire de la commune de Le Port, ont été affichés du 12 janvier 2021 au 8 mars 2021 aux lieux suivants :

- Mairie ;
- Mairie annexe de la Rivière des Galets et les agences du CCAS.

Le présent certificat est établi pour servir et valoir ce que de droit

Le Port, le **09 MARS 2021**

**Pour le Maire et par délégation,
La Directrice des Affaires Générales**

Séverine Jetter



Commune de LE PORT – Boîte Postale 62004 – 97821 LE PORT CEDEX

Certificat d’affichage du maire de Le Port
ANNEXE 6 a

CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussignée, **Huguette Bello**
Maire de la Commune de Saint-Paul,

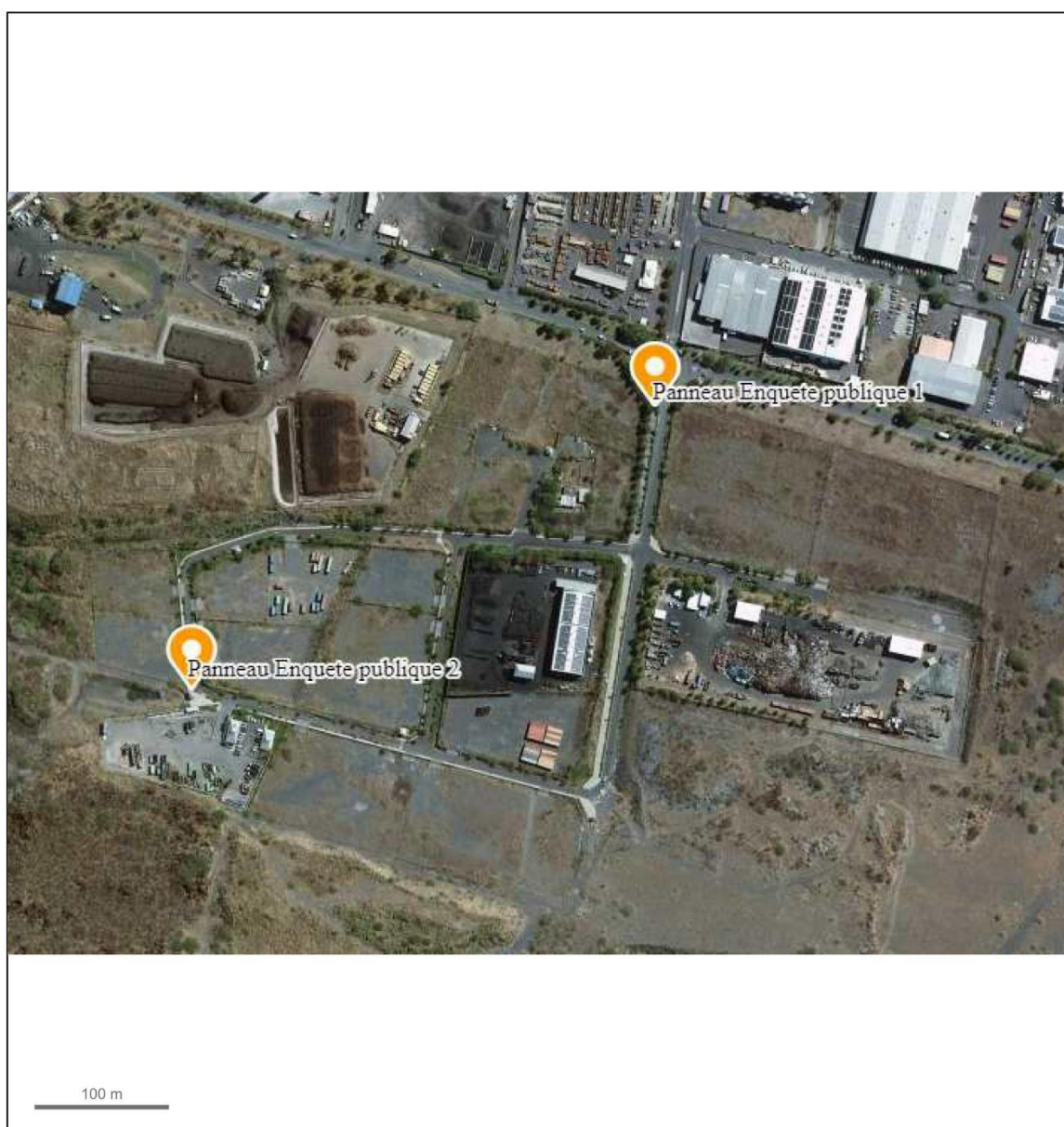
Certifie que l’arrêté n° **2021-25/SG/DCL** du 08 janvier 2021, prescrivant l’ouverture d’une enquête publique préalable à une décision sur la demande de permis de construire pour le projet d’implantation d’une centrale photovoltaïque au sol à la Rivière des Galets, sur le territoire de la commune du Port, a bien été affiché à la mairie de Saint-Paul et dans toutes les mairies de proximité le **18 janvier 2021** sous le numéro **0011** et ce jusqu’au **08 mars 2021**.

Fait pour valoir et servir ce que de droit

Saint-Paul, le **09 MARS 2021**


La Maire
Huguette Bello

Localisation panneaux EP



Plan d'implantation de l'affichage sur le site

ANNEXE 7



2 avis d'enquête publique respectivement sur le rond-point du boulevard de la Marine, et à proximité de la future entrée de la centrale.

ANNEXE 8

Participation du public

Consultation du public

Avis d'ouverture d'enquête publique

Avis de mise à disposition du public

Concertation préalable du public

Déclaration d'intention

Avis d'ouverture d'enquête publique

Consulter l'ensemble des pièces du dossier en cliquant sur le titre du dossier.
Seules pourront être prises en compte les observations formulées durant l'enquête publique.

Date	Titre	Descriptif	Document(s)
08/01/2021	le projet d'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol à la Rivière des Galets sur le territoire de la commune du Port.	Enquête publique du 3 février au 8 mars 2021	arrete d'enquete (format PDF - 2.2 Mo) avis enquete publique (format PDF - 1.3 Mo) avis mrae du 14 12 20 (format PDF - 5.5 Mo) memoire en reponse avis ae (format PDF - 737.7 ko) 2 rdg etude d'impact (format PDF - 21.9 Mo) 3 rdg rnt etude d'impact (format PDF - 1.5 Mo) 4 rdg etude hydraulique (format PDF - 3.4 Mo)

Captures d'écran de la mise en ligne du dossier, sur le site <http://reunion.gouv.fr>

ANNEXE 9



Une enquête publique sur l'implantation d'une centrale photovoltaïque



UNE ENQUÊTE PUBLIQUE SUR L'IMPLANTATION D'UNE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE

18 JANVIER 2021 COMMUNIQUÉS

Une enquête **publique**, liée à la demande de permis de construire d'une centrale photovoltaïque, se déroulera du 3 février au 8 mars 2021 inclus à la mairie de Saint-Paul et à celle du Port.

Le dossier d'enquête comprenant notamment l'étude d'impact, l'avis de l'autorité environnementale et les observations en retour du pétitionnaire pourra être consulté :

Captures d'écran de la mise en ligne du dossier par la commune de Saint-Paul, sur son site internet

Enquête publique | Donnez votre avis sur le projet d'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol à la Rivière des Galets

Accueil ▸ Communiqués & infos pratiques ▸ Enquête publique | Donnez votre avis sur le projet d'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol à la Rivière des Galets

Il vous reste encore quelques jours (jusqu'au 8 mars) pour partager votre avis sur ce projet...

De quoi s'agit-il exactement ?

Le projet consiste en l'installation de panneaux photovoltaïques au sol sur un terrain communal d'environ 4,4 hectares, délimité au Nord par une zone industrielle et à l'Est par une zone d'activités dite Eco-parc ZAC environnement.

Les travaux comprennent l'installation des modules photovoltaïques sur une structure surélevée d'un mètre par rapport au sol et d'une hauteur maximale de 2,10 mètres sur une surface projetée de 2,62 hectares (soit environ 60 % de la parcelle), ainsi que la construction de plusieurs locaux techniques surélevés également d'un mètre par rapport au terrain naturel (quatre conteneurs pour stocker l'énergie, un poste de livraison et deux conteneurs pour le stockage des matériels).

Rechercher sur le site

Saisir un mot clé

Tapez la requête qui correspond à votre recherche puis appuyez sur la touche "Entrée" de votre clavier.

Suivez-nous sur Facebook

Pendant la durée de l'enquête publique, **vous pouvez consulter le dossier d'enquête et formuler vos observations** sur les registres d'enquête **dans les mairies du Port et de St-Paul.**

L'enquête publique se déroule **jusqu'au 8 mars 2021.**

+ d'infos :

Consultez le contenu de ce projet sur www.reunion.gouv.fr (>Accueil >Publications >Environnement et urbanisme >Participation du public >Avis d'ouverture d'enquête publique).

- [l'avis d'enquête publique](#)
- [l'arrêté préfectoral n° 2021-25/SG/DCL du 8 janvier 2021](#)
- [site Internet de la préfecture](#)



Quelles suites ?

Le commissaire enquêteur formulera son **avis dans un délai de 30 jours** à compter de la clôture de l'enquête, sauf demande motivée de prolongation.

Vous pourrez prendre connaissance d'une **copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur** dans les mairies de Saint-Paul, du Port, à la préfecture (DCL/BU) ainsi que sur le site Internet de la préfecture, **pendant le délai d'un an** à compter de la remise du rapport d'enquête et des conclusions motivées.

Cet article vous a-t-il été utile ?



Partager sur Facebook



Partager sur Twitter

Cet article a été publié le 22 février 2021, il y a 7 minutes. Il est classé dans la rubrique [Communiqués & infos pratiques](#) et a été consulté **1** fois.

N'hésitez pas aussi à faire un tour sur [Twitter](#), [Flickr](#), [Google+](#), [YouTube](#) ou encore [Facebook](#) pour d'autres news. Une information, une correction, un complément à ajouter ? Contactez-nous via [notre formulaire dédié](#).

Captures d'écran de la mise en ligne du dossier par le TCO sur son site internet avec lien de renvoi sur le site Préfecture, pour formuler des observations.

ANNEXE 11



Principales décisions du conseil municipal – juillet 2020

par Maxime HAUGOMAT | Juil 8, 2020 | Actu principale

Après deux séances délocalisées, le conseil municipal s'est tenu ce mardi 7 juillet en salle du conseil. En raison de la crise sanitaire, la séance n'était pas ouverte au public et a été retransmise en direct sur la page Facebook de la ville.

Lors de cette séance, les élus ont approuvé les comptes administratifs 2019 du budget principal et des budgets de : fossoyage, Valorisation des Eaux Traitées en Sortie de Station d'Épuration (VETSSE), Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC), Eau et Assainissement.

Dans la cadre de l'implantation d'une centrale photovoltaïque, le conseil municipal a approuvé la conclusion d'un bail de 22 ans, avec la société EDF Energies Renouvelables (EFR-ER). Cette centrale de production électrique de 4,5 mégawatts, près de l'embouchure de la Rivière des Galets permettra d'alimenter à terme environ 4 500 habitants en énergie « propre ». Elle peut être également source de création de plusieurs emplois locaux spécialisés dans la construction et la maintenance de telles installations. Avec ce projet, la société EDF-ER figure parmi les lauréats du dernier appel à projets national de la Commission de Régulation de l'Énergie.

Les conseillers municipaux ont aussi validé le renouvellement des conventions entre la ville et l'ADIL – l'Agence Départementale pour l'Information sur le Logement de La Réunion et entre la ville et le CAUE l'Agence Départementale pour l'Information sur le Logement de La Réunion (ADIL). Ces structures accompagneront la commune sur les aspects urbains, architecturaux et paysagers pour ses grands projets. Les particuliers pourront bénéficier de conseils pour les projets de construction ou d'aménagement, le financement des projets, l'urbanisme, la fiscalité, la copropriété ou encore la maîtrise de l'énergie dans l'habitat.

[#VilleduPort](#) [#ConseilMunicipal](#) [#energiepropre](#)

Captures d'écran sur le site internet de la mairie de LE PORT : Délibération de Conseil Municipal de Le Port, de juillet 2020, relative au bail du terrain BK 35 pour le projet
ANNEXE 12

Le 1^{er} mars 2021,

Hubert DI NATALE
Commissaire enquêteur
Désigné pour le projet de centrale
photovoltaïque de la Rivière des Galets,
commune du Port.

A

Monsieur le Maire de la Commune de Le Port.

OBJET : **Demande d'avis du conseil municipal sur le projet de
centrale photovoltaïque au sol de la Rivière des Galets,
commune du Port.**

REFERENCES : Enquête publique ouverte du 3 février 2021 au 8 mars 2021.

Monsieur le Maire,

L'enquête publique relative au projet de centrale photovoltaïque au sol,
situé sur l'ancienne décharge de la Rivière des galets (parcelle communale BK 35), sur le
territoire de la commune de Le Port suit son cours.

Conformément à l'article 8 de l'arrêté n° 2021-25/SG/DCL du 08
janvier 2021, *« Les conseils municipaux des communes du Port et de Saint-Paul sont
appelés à donner leur avis sur la demande d'autorisation du projet dès l'ouverture de
l'enquête. Ne seront pris en considération que les avis exprimés, au plus tard, dans les 15
jours suivant la clôture du registre d'enquête. »*

Je constate qu'à ce jour, l'avis du conseil municipal de votre commune
ne m'est pas encore parvenu. Afin que l'enquête soit diligentée dans les meilleures
conditions, je vous saurai gré de me le transmettre dans les délais précités.

En vous remerciant d'avance pour vos diligences, veuillez agréer,
monsieur le Maire, l'assurance de toute ma considération.

Le commissaire enquêteur

A handwritten signature in black ink, reading "Di Natale", with a long horizontal stroke extending to the right.

Hubert DI NATALE

Le 1^{er} mars 2021,

Hubert DI NATALE
Commissaire enquêteur
Désigné pour le projet de centrale
photovoltaïque de la Rivière des Galets,
commune du Port.

A

Madame la Maire de la Commune de Saint-
Paul.

OBJET : **Demande d'avis du conseil municipal sur le projet de
centrale photovoltaïque au sol de la Rivière des Galets,
commune du Port.**

REFERENCES : Enquête publique ouverte du 3 février 2021 au 8 mars 2021.

Madame la Maire,

L'enquête publique relative au projet de centrale photovoltaïque au sol,
situé sur l'ancienne décharge de la Rivière des galets (parcelle BK 35), sur le territoire de la
commune de Le Port suit son cours.

Conformément à l'article 8 de l'arrêté n° 2021-25/SG/DCL du 08
janvier 2021, « *Les conseils municipaux des communes du Port et de Saint-Paul sont
appelés à donner leur avis sur la demande d'autorisation du projet dès l'ouverture de
l'enquête. Ne seront pris en considération que les avis exprimés, au plus tard, dans les 15
jours suivant la clôture du registre d'enquête.* »

Je constate qu'à ce jour, l'avis du conseil municipal de votre commune
ne m'est pas encore parvenu. Afin que l'enquête soit diligentée dans les meilleures
conditions, je vous saurai gré de me le transmettre dans les délais précités.

En vous remerciant d'avance pour vos diligences, veuillez agréer,
madame la Maire, l'assurance de toute ma considération.

Le commissaire enquêteur

A handwritten signature in black ink, reading "Di Natale", with a long horizontal stroke extending to the right.

Hubert DI NATALE

ANNEXE 13 b, Demande d'avis du conseil municipal de Saint-Paul

Enquête publique relative à la demande de permis de construire d'une centrale photovoltaïque au sol à la Rivière des Galets, sur le territoire de la commune du Port.

Décision TA n° E200000025 / 97 du 17 décembre 2020.

PROCÈS-VERBAL

DE SYNTHÈSE DES OBSERVATIONS

ENQUÊTE PUBLIQUE

**Relative au projet de centrale photovoltaïque au sol, situé sur la rive droite
de la Rivière des Galets, sur le territoire de la commune du Port.**

Réalisée du 3 février 2021 au 8 mars 2021

SOMMAIRE

**1/ RAPPEL SUR L'ORGANISATION ET LE DÉROULEMENT DE
L'ENQUÊTE PUBLIQUE**

2/ OBSERVATIONS DU PUBLIC

3/ QUESTIONS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Enquête publique relative à la demande de permis de construire d'une centrale photovoltaïque au sol à la Rivière des Galets, sur le territoire de la commune du Port.

Décision TA n° E200000025 / 97 du 17 décembre 2020.

1/ RAPPEL SUR L'ORGANISATION ET LE DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

Votre dossier d'installation d'ouvrages au sol de production d'électricité à partir de l'énergie solaire dont la puissance crête est supérieure à 250 kWc, entre dans le champ d'application des projets soumis à enquête publique.

J'ai été désigné en qualité de commissaire enquêteur, par décision n° E200000025 / 97 du 17 décembre 2020, du magistrat délégué aux enquêtes publiques du Tribunal Administratif de la Réunion.

Par l'arrêté n° 2021-25/SG/DCL du 08 janvier 2021, le préfet de la Réunion, en qualité d'autorité organisatrice, a prescrit l'ouverture de l'enquête publique sur le projet précité, et fixé la période d'accueil du public du mercredi 3 février 2021 au lundi 8 mars 2021, aux heures et jours ouvrables des mairies du Port et de Saint-Paul.

La réception du public par moi-même était assurée sur 5 permanences de 3 heures chacune (3 au Port et 2 à Saint-Paul) programmées à des plages horaires variables (matin, ou après-midi), afin d'offrir le maximum de possibilités aux administrés de s'y rendre, en fonction de leurs disponibilités familiales, personnelles ou professionnelles.

En raison de la crise sanitaire Covid-19, une attention particulière a été portée sur l'aménagement des lieux, et les conditions dans lesquelles les permanences se sont tenues, selon les préconisations émises par la Compagnie Nationale des Commissaires Enquêteurs en concertation avec les pouvoirs publics : possibilité de respecter la distanciation sociale, nettoyage et aération des locaux, mise à disposition de gel hydroalcoolique par les mairies, respect du port du masque, part tous les intervenants.

2/ OBSERVATIONS DU PUBLIC

Il est à noter qu'il y a eu une très faible participation du public lors des permanences : un seul administré s'est présenté à la mairie de Saint-Paul pendant la permanence du 25 février 2021 et a déposé son observation (appelée SP-01) sur le registre. Une autre observation (appelée LP-01) a été déposée hors permanence sur le registre du Port.

Quant aux personnes venues éventuellement consulter le dossier en mairie en dehors des permanences, aucune statistique n'ayant été tenue à cette fin, il n'est pas possible d'en communiquer le nombre exact, mais le personnel communal a fait part d'une quasi-absence de fréquentation.

Nous ne relevons aucune observation par courrier écrit, adressé par voie postale ou déposé directement en mairie.

Enquête publique relative à la demande de permis de construire d'une centrale photovoltaïque au sol à la Rivière des Galets, sur le territoire de la commune du Port.

Décision TA n° E200000025 / 97 du 17 décembre 2020.

La Préfecture, autorité organisatrice et gestionnaire de l'adresse dédiée à l'enquête enquete-publique@reunion.pref.gouv.fr, à laquelle renvoyait un lien sur le site <http://reunion.gouv.fr> nous a transmis 13 observations du public par mail (EM-01 à EM-13).

Il y a un **total de 15 observations**, dont 14 sont favorables et 1 est défavorable.

Ces observations sont synthétisées dans le tableau suivant :

Réf.	Contributeur	Résumé de l'observation
Observations par courriel		
EM-1	Eddy George Date : 23/02/2021 à 09:42	Avis favorable Motif : énergie propre et écologique.
EM-2	Jimmy Grondin Date : 23/02/2021 à 09:48	Avis favorable Réduction des énergies fossiles, intégration du projet aux objectifs de la commune.
EM-3	Jerome Alef Date : 23/02/2021 à 09:57	Avis favorable Défense des énergies renouvelables
EM-4	David HOAREAU Date : 23/02/2021 à 10:28	Avis favorable Défense des énergies renouvelables
EM-5	Indra Perianmodely Date : 23/02/2021 à 11:40	Avis favorable Objectifs de développement durable : protection de l'île, des générations futures, avec les énergies 100 % renouvelables.
EM-6	Khalid Makda khalid.makda@groupe-dijoux.fr Le 23 février 2021 à 11h52	Avis favorable Ce projet œuvre pour l'objectif d'autonomie énergétique de l'île, participe à la limitation des gaz à effet de serre, n'a pas d'incidence négative sur l'occupation des sols. Réponses pertinentes du porteur du projet suite aux remarques de l'Autorité environnementale.
EM-7	Michel Dijoux Date : 23/02/2021 à 12:59	Avis favorable. Reprise de l'observation précédente avec invitation à diffusion.

Enquête publique relative à la demande de permis de construire d'une centrale photovoltaïque au sol à la Rivière des Galets, sur le territoire de la commune du Port.

Décision TA n° E200000025 / 97 du 17 décembre 2020.

EM-8	Sébastien Dervin Association Nature Océan Indien Date : 01/03/2021 à 13:56	Avis favorable L'association se déclare favorable au projet, vu l'absence d'enjeux écologiques concernant l'herpétofaune endémique et indigène de l'île.
EM-9	Bruno LOPES Date : 04/03/2021 à 15:39	Avis favorable. Bon emplacement, nécessité environnementale, contribue à l'autonomie énergétique.
EM-10	Gildas Monnier Association Groupe Chiroptères Océan Indien Date : 05/03/2021 à 21:12	Avis favorable. Se félicite de la concertation EDF-GCOI qui a permis l'élaboration de la mesure MAC1. Estime qu'il y a une bonne évaluation des enjeux et impacts.
EM-11	Xu Ultra 7 personnes signataires Date : 08/03/2021 à 13:21	Avis favorable. Valorisation d'une zone dégradée, limitation des GES, participation à l'autonomie énergétique. Mesures d'accompagnement pertinentes.
EM-12	Association SREPEN Date : 08/03/2021 à 15:52	Avis favorable. Contribue à l'autonomie énergétique de la Réunion, peu d'impacts sur la biodiversité et notamment l'avifaune. Invite à concertation avec le TCO sur sentier littoral pour traiter la revégétalisation du site et la lutte contre les EEE (espèces exotiques envahissantes). Questionne sur la faisabilité d'une activité agricole sous les panneaux PV.
EM-13	Association Écologie Réunion Date : 08/03/2021 à 16:28	Avis défavorable à ce projet (malgré sa position de principe en faveur des énergies renouvelables), vu sa localisation en zone naturelle. Demande de favoriser la mutualisation d'espaces déjà artificialisés. Questionne sur les éventuelles perturbations sur l'avifaune et les chiroptères. Déplore que la CDPNAF n'a pas été sollicitée pour donner son avis avant la présentation du dossier à l'enquête publique.

Enquête publique relative à la demande de permis de construire d'une centrale photovoltaïque au sol à la Rivière des Galets, sur le territoire de la commune du Port.

Décision TA n° E200000025 / 97 du 17 décembre 2020.

Observation dans le registre de Saint-Paul		
SP-01	Julien Anton Date : 25/02/2021 10:15	Avis favorable. Propose le développement d'une activité apicole, dans l'enceinte de la CPV. Propose d'étendre la replantation au-delà du pourtour de la CPV. Demande la production d'éléments plus concrets pour le « grand public » sur les impacts, positifs et négatifs, de la CPV (production, économie GES, objectifs PPE) sur 25 ans. Demande d'expliquer la gestion des déchets de panneaux photovoltaïques.
Observation dans le registre du Port		
LP-01	Benoît Cante Non daté, mais déposé entre le 19 février et le 8 mars 2021.	Avis favorable. Emplacement idéal. Questionne sur l'intégration du projet à une extension de l'écocité, et à la possibilité de participer à son financement.

Les copies intégrales des observations vous sont également communiquées, en annexe au présent procès-verbal. Je reste en attente de vos réponses aux questions soulevées par les contributeurs dans ces observations.

Pour votre information, je vous signale que qu'à ce jour, les avis des conseils municipaux des communes du Port et de Saint-Paul ne nous sont pas parvenus.

3/ QUESTIONS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Question n° 1 : Les **chiffres communiqués** dans votre présentation du contexte énergétique au niveau national et à la Réunion, ainsi que de la capacité solaire d'EDF Renouvelables France, remontent aux années 2015 et 2016. Ces éléments étant nécessaires pour apprécier la pertinence du projet au regard du contexte et votre qualité de porteur de ce projet, une réactualisation de ces données paraît nécessaire. Pourriez-vous la produire ?

Question n° 2 : Les données relatives à **l'ensoleillement du site** sont non-cohérentes : 1375 h/an (présentation de l'installation, étude d'impact p. 32) et 2500 à 2750 h/an (milieu physique étude d'impact p. 55 et 79) ou 2600 h/an (critères technico-économiques, EI p. 161).

Enquête publique relative à la demande de permis de construire d'une centrale photovoltaïque au sol à la Rivière des Galets, sur le territoire de la commune du Port.

Décision TA n° E200000025 / 97 du 17 décembre 2020.

Cette variation du simple au double d'un critère essentiel dans le choix de la localisation d'un site de production d'énergie photovoltaïque nécessite d'être clarifiée.

Question n° 3 : Vous n'avez pas encore arrêté le **choix de la technologie des modules photovoltaïques** (silicium cristallin ou cellules en couches mince – p. 38 de l'étude d'impact). Or, il apparaît une forte variation de rendement entre ces 2 technologies : de 14 à 19 % de rendement pour le silicium cristallin, et de 5 à 13 % pour les cellules en couches mince.

Selon quels critères le choix sera-il arrêté ? Dans quelle mesure ce choix pourrait influencer sur la surface ou la puissance de l'installation, qui sont des éléments fondamentaux du dossier présenté à l'enquête publique ?

Question n° 4 : Selon l'état initial de l'étude d'impact (p. 123 et 124), la **qualité de l'air** sur la zone d'étude est bonne avec toutefois des dépassements de valeurs réglementaires historiques de quantité de SO₂ (ancienne station EDF) et de PM₁₀ (station TER). Ces chiffres font référence à des activités de carrière illégale qui ne semble plus opérante, une station EDF dont l'activité a cessé, un trafic routier (en constante évolution), et une « station TER » non explicitée.

Issus d'une étude de 2016, sont-ils encore d'actualité ?

Question n° 5 : Le **raccordement externe** s'opérera en réseau électrique enterré, depuis le poste de livraison interne jusqu'au poste source EDF du Port, distant de 950 m (p. 6 du RNT, p. 40-41 de l'EI, avec plan fourni). Dans votre réponse à l'avis de la MRAE, en page 3 avec plan, le raccordement s'opère avec le poste Chabrier, positionné en bordure de voirie de l'Écoparc, à une distance de 250 mètres. Ce raccordement est plus court de 700 mètres.

Les impacts sur le milieu environnemental et humain étant nécessairement différents, et les mesures ERC aussi (MS 1 et MET 6), quel est le choix arrêté à ce jour ?

Question n° 6 : Le projet comporte un volet **stockage de l'énergie** (p. 44 de l'étude d'impact), qui reposera sur 2 containers ISO de 40 pieds, détaillés dans le permis de construire. Seuls les aspects réglementaires (ICPE) sont évoqués.

Pouvez-vous détailler l'intérêt et la fonctionnalité de ces installations ?

Question n° 7 : Le démantèlement des installations et la **remise en état du site** font partie intégrante de la vie d'une centrale photovoltaïque. Il est précisé (p. 51 de l'EI) que « *La centrale sera construite de telle manière que la remise en état initial du site soit possible* », et qu'à l'issue de la période d'exploitation (dont la durée n'est pas précisée), toutes les structures et installations seront démontées, enlevées et transportées jusqu'à leurs usines de recyclage respectives.

Ces opérations se conjugueront-elles avec la réhabilitation de l'ancienne décharge, et selon quelles modalités le cas échéant ?

Par ailleurs, l'ancienne centrale EDF du Port, située à 950 mètres du projet, a cessé son exploitation en 2013 et fait l'objet d'un permis de démolir du 28 mars 2017, affiché sur le site. A ce jour, on constate qu'il y a encore les bâtiments désaffectés, en état de dégradation avancée,

Enquête publique relative à la demande de permis de construire d'une centrale photovoltaïque au sol à la Rivière des Galets, sur le territoire de la commune du Port.

Décision TA n° E200000025 / 97 du 17 décembre 2020.

et que le terrain d'assiette est jonché de ferrailles, d'engins rouillés et de déchets divers qui constituent un exemple peu flatteur de réhabilitation et de remise en état de terrain par EDF.

Cette situation questionne sur la capacité d'EDF à procéder dans des délais raisonnables à la réhabilitation des sites dont elle a cessé l'exploitation.

Quelles sont vos arguments de nature à garantir l'effectivité de cette remise en état pour le projet de centrale photovoltaïque, sis en bordure de rivière des galets, en zone naturelle, dont les enjeux paysagers sont soulignés par l'Autorité Environnementale et repris dans votre étude d'impact ?

Dont procès-verbal de synthèse des observations.

Le vendredi 12 mars 2021

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Di Natale", with a long horizontal stroke extending to the right.

Le Commissaire Enquêteur

Le vendredi 12 mars 2021,

Hubert DI NATALE
Commissaire enquêteur

A

Sophie LÉCORCHÉ
Chef de projet à EDF Renouvelables France
Centre d'affaires Wilson – Quai Ouest
35 boulevard de Verdun
34 500 BÉZIERS

OBJET : Remise du procès-verbal de synthèse des observations.

RÉFÉRENCES : Enquête publique ouverte du 3 février au 8 mars 2021, sur le projet de centrale photovoltaïque au sol, situé en rive droite de la Rivière des Galets, sur la commune du Port.

PIÈCE JOINTE : Procès-verbal de synthèse des observations de 7 pages accompagné de la copie intégrale des observations formulées.

Madame,

La période de réception du public et des observations étant achevée, les deux registres ayant été réceptionnés et clos, ma mission est désormais orientée sur la rédaction du rapport et des conclusions.

Je vous rappelle que l'article R 123-18 du code de l'environnement dispose, en son paragraphe 2 : « Dès réception du registre et des documents annexés, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête rencontre, dans la huitaine, le responsable du projet, plan ou programme et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet, plan ou programme dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles », dispositions reprises à l'article 9 de l'arrêté préfectoral n°2021-25/SG/DCL-BU du 8 janvier 2021 relatif à l'organisation de l'enquête.

Je vous remets ce jour le procès-verbal de synthèse des observations, avec la copie des observations du public, ainsi que les questions que je pose après étude du dossier. Je vous saurai gré de bien vouloir me communiquer vos arguments éventuels en réponse, avant la date butoir du samedi 27 mars 2021.

En vous remerciant pour vos diligences, veuillez agréer, madame la responsable de projet, l'assurance de toute ma considération.

Accusé de réception :

Le commissaire enquêteur



B. KALITSCHUK



Di Natale

DEPARTEMENT DE LA REUNION
COMMUNE DE SAINT PAUL

EXTRAITS DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL DU 25 FÉVRIER 2021

<p>Affaire CM210225025:</p> <p>Avis de la Commune relatif à une demande de permis de construire pour le projet d'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol à la Rivière des Galets sur la Commune du Port par la société EDF, soumise à enquête publique</p> <p>La Maire certifie que la convocation du conseil municipal a été régulièrement faite le : 19/02/2021 et affichée le : 19/02/2021 sous le numéro : 0034</p> <p>Nombre de membres en exercice 55</p> <p>Nombre de membres présents 48</p>	<p>L'an deux mille vingt-et-un, le vingt-cinq février à 14 H 00, le conseil municipal dûment convoqué, s'est réuni au gymnase de Saint-Paul, sous la présidence de Madame Huguette BELLO, Maire de Saint-Paul.</p> <p><u>ETAIENT PRESENTS :</u></p> <p>Mme BELLO Huguette - M. SERAPHIN Emmanuel - Mme BOUCHER Suzelle - M. FLORIAN Tristan - Mme CHEREAU NEMAZINE Pascaline - M. POININ-COULIN Alexis - Mme PALAMA-CENTON Mélissa - M. NANA-IBRAHIM Salim - Mme MOUNIAMA-CUVELIER Marie-Bernadette - M. METANIRE Julius - Mme FLORIAN Marie-Anick - M. MOUTAMA-CHEDIAPIN Guylain - Mme ROUGEAU Hélène - M. GAILLARD Perceval - Mme LEVENEUR Carole - M. LEGROS Patrick - Mme RADAKICHENIN Nila - Mme SALLE Virginie - M. JEAN-BAPTISTE Jean-Noël - Mme CHAROLAIS Céline - M. CLEMENTE Michel - M. MARCEAU Jean - Mme MOREL-COIANIZ Mireille - M. MARIE-LOUISE Jean-Philippe - Mme DELAVANNE Denise - Mme GRONDIN Huguette - M. BELLON Guyto - Mme BUCHLE Marie Suzelle - Mme ZITTE-LEBRETON Edwige - Mme CARPIN Jacqueline - M. OLIVATE Yolain - M. TAURAN Jullian - Mme GAZE Martine - Mme COUSIN Mélissa - M. GUYON Sébastien - Mme PAUSE-DAMOUR Roxanne - M. CRIGHTON Yann - Mme LEBRETON Laëtitia - M. OMARJEE Irchad - M. DAIN Kévin - Mme DJUNIA Pamela - Mme CADET Isabelle - M. BENARD Alain - Mme PAULA Lucie - Mme ADAM Fatima - M. NATIVEL Jean-François - Mme FONTAINE Audrey - M. IBAR Sébastien</p> <p><u>ETAIENT REPRESENTES :</u></p> <p>- M. FLORESTAN Antoine Luc (procuration à) M. TAURAN Julian ; - Mme LEBON Karine (procuration à) Mme BUCHLE Suzelle ; - M. BELLON Karl (procuration à) M. BENARD Alain ; - M. MELCHIOR Cyrille (procuration à) M. IBAR Sébastien ; - Mme VICTORINE Eglantine (procuration à) M. NATIVEL Jean-François.</p> <p><u>ETAIENT ABSENTS :</u></p> <p>M. VIRAMA COUTAYE Dominique - Mme VALLON-HOARAU CROSSON Patricia</p>
<p>La Maire de Saint-Paul,</p>  <p>Huguette BELLO</p>	<p><u>SECRETAIRE DE SEANCE :</u></p> <p>Monsieur Kévin DAIN a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.</p> <p>.....</p> <p>AFFAIRE N° 25 /</p>

**Extraits du procès-verbal des délibérations
du conseil municipal du 25 février 2021**

Affaire CM210225025 / Avis de la Commune relatif à une demande de permis de construire pour le projet d'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol à la Rivière des Galets sur la Commune du Port par la société EDF, soumise à enquête publique.

La Maire informe l'assemblée que l'arrêté n° 2021-25/SG/DCL du 08 Janvier 2021, délivré par la Préfecture de la Réunion, prescrit l'ouverture d'une enquête publique du 03 février 2021 au 08 mars 2021, portant sur la demande de permis de construire pour le projet d'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol, à la Rivière des Galets sur la Commune du Port, présentée par la société EDF Renouvelables. Le Préfet demande donc au Conseil Municipal d'émettre un avis sur cette demande de permis de construire.

La Maire informe l'assemblée que dans le cadre de la procédure d'autorisation au titre du code de l'environnement, le Préfet demande au Conseil Municipal d'émettre un avis sur la demande de permis de construire pour le projet d'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol à la Rivière des Galets sur la Commune du Port, présentée par la société EDF Renouvelables.

1. Présentation du contexte et des principales caractéristiques du projet

EDF Renouvelables est une filiale du groupe EDF et souhaite réaliser une centrale photovoltaïque sur la Commune du Port, au lieu-dit « Rivière des Galets » pour le compte de la SAS « Centrale Photovoltaïque de la Rivière des Galets ».

Ce projet a été lauréat de l'appel d'offres de la Commission de Régulation de l'Energie en Décembre 2019. Il s'inscrit dans le cadre global de lutte contre les gaz à effet de serre et d'indépendance énergétique de l'île de La Réunion.

Le projet consiste en l'installation de panneaux photovoltaïques au sol sur un terrain communal d'environ 4,4 ha, délimité au nord par une zone industrielle et à l'est par une zone d'activités dite Eco-parc ZAC Environnement.

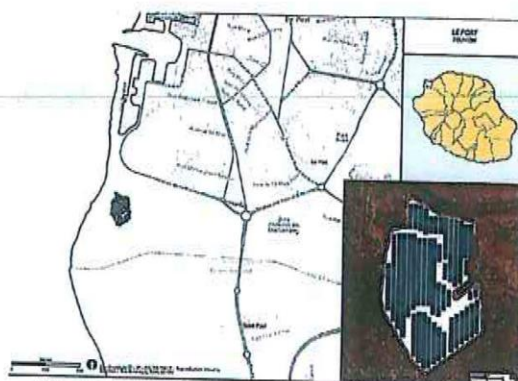


Figure 1 : Plan de situation et plan de masse

La production annuelle d'électricité est estimée à 6320 MWh ce qui correspond à la consommation de 4 500 habitants.

Les travaux comprennent l'installation des modules photovoltaïques sur une structure surélevée d'un mètre par rapport au sol et d'une hauteur maximale de 2,1 mètres sur une surface projetée de 2,62 ha (soit environ 60 % de la parcelle), ainsi que la construction de plusieurs locaux techniques surélevés également d'un mètre par rapport

au terrain naturel (4 conteneurs pour stocker l'énergie, un poste de livraison et 2 conteneurs pour le stockage des matériels).

2. Analyse de la qualité du dossier d'étude d'impact selon l'autorité environnementale (Ae)

Selon l'autorité environnementale, l'étude d'impact contient l'ensemble des éléments réglementaires précisés à l'article R.122-5 du code de l'environnement. L'étude d'impact est exhaustive, claire et comprend de nombreuses illustrations.

Le site d'implantation du projet a évolué au cours de son élaboration. Initialement prévu pour parti sur le terrain de l'ancienne décharge d'ordure ménagère de la rivière des Galets, le projet est finalement implanté au sud de la parcelle hors du périmètre de cette installation classée.

Le résumé non technique prend la forme d'une compilation extraite de l'étude d'impact, il est exhaustif et bien illustré, toutefois une présentation synthétique littérale illustrée aurait mieux rempli son rôle pédagogique pour un lecteur non averti.

Il est relevé que le raccordement au poste source du Port situé à près d'un kilomètre de l'installation photovoltaïque, est très sommairement décrit, le tracé n'étant pas complètement arrêté.

L'autorité environnementale a identifié comme enjeux principaux :

- la préservation des milieux naturels et de la biodiversité ;
- la prise en compte du changement climatique, avec la lutte contre les gaz à effet de serre et le développement de l'autonomie énergétique ;
- la maîtrise des risques inondation et incendie ;
- l'intégration paysagère du projet situé en espace naturel proche du rivage ;
- la prise en compte des risques pour la santé humaine liés à la proximité immédiate d'une ancienne décharge d'ordures ménagères et l'exposition au champ électromagnétique.

3. Etat initial, analyse des impacts et propositions de mesures d'évitement, de réduction et de compensation

3.1. Milieu physique

Le projet, situé à proximité de la rivière des Galets, est concerné par des mesures de prescriptions de type rB2 « aléa moyen d'inondation et aléa faible à modéré de mouvement de terrain » du plan de prévention des risques (PPR) naturels inondation et mouvement de terrain approuvé le 26 mars 2012 sur la Commune du Port.

La compatibilité du projet avec les prescriptions du PPR est précisée dans le dossier : surélévation des panneaux avec cote de référence d'un mètre par rapport au terrain naturel, implantation favorisant l'écoulement des eaux, transparence hydraulique des clôtures...

S'agissant d'équipement produisant de l'électricité, le risque incendie est avéré de surcroît dans un secteur constitué de savanes sèches. Ce risque est également pris en compte par le pétitionnaire qui précise que le site fera l'objet d'un entretien régulier pour limiter l'embroussaillage. Les voies d'accès et de circulation des pompiers sur le site ont à cet effet été favorisées.

3.2. Milieu naturel

Situé en limite de la rive droite de la rivière des Galets, le projet s'implante dans une zone de continuité écologique comprise dans une ZNIEFF de type 2. Le périmètre immédiat de la rivière des Galets est considéré comme un corridor potentiel pour la trame terrestre et avéré pour la trame aérienne.

L'étude d'impact présente de manière détaillée les résultats de l'expertise sur les milieux naturels qui a été réalisée sur une journée.

Concernant la faune, l'étude d'impact met en avant différents enjeux.

Par sa proximité immédiate avec la rivière des Galets, la zone d'implantation du projet constitue une zone avérée de survol du Pétrel de Barau et du Puffin tropical, espèces protégées et vulnérables face à la pollution lumineuse. Le projet ne prévoyant pas d'éclairage en phase travaux, comme pendant l'exploitation, l'installation des panneaux solaires ne devrait pas perturber le survol du site par les oiseaux. L'étude n'aborde pas la question de l'éventuelle nuisance de la réverbération des panneaux la nuit notamment en période de pleine lune.

Aucun gîte de chiroptère n'a été repéré sur le site qui reste toutefois une zone de survol potentiel du Petit molosse et de la Chauve souris à ventre blanc. Le Caméléon panthère est également identifié comme probablement présent sur le site.

Le diagnostic sur la flore a permis de mettre en évidence qu'aucune espèce protégée « patrimoniale » n'a été recensée. Trois espèces indigènes communes sous forme de savane ou de pelouse ont été identifiées : le *Cynodon dactylon*, l'*Heteropogon contortus* et le *Tephrosia purpurea*.

Le dossier évalue comme impact négligeable la destruction d'espèces végétales indigènes, inscrites sur la liste rouge des espèces à protéger par l'IUCN, mais considérées comme communes.

La composition arbustive du site constitue des niches potentielles pour plusieurs espèces d'oiseaux protégés notamment l'oiseau blanc et la tourterelle malgache ; les fourrés arbustifs présentent un intérêt pour la circulation des espèces et leur cycle biologique. Le défrichement du terrain aura des incidences sur la fonctionnalité écologique actuelle des milieux naturels, notamment par la destruction des niches d'oiseaux. La fragmentation des habitats naturels dans le corridor écologique de la rivière des Galets est susceptible de perturber le cycle de biodiversité.

Aussi afin d'atténuer et de réduire les impacts du projet, le pétitionnaire propose les mesures suivantes :

- avant le démarrage des travaux, un écologue sera missionné pour repérer et piquer les nids ;
- afin d'éviter la phase de ponte (de septembre à janvier-février), la période de défrichement aura lieu entre mars et juillet ;

Un suivi écologique des oiseaux marins, des oiseaux blancs, tourterelles malgaches et des chiroptères sera mis en œuvre deux fois par an pendant les deux premières années de la phase d'exploitation et pourra être poursuivi en fonction des résultats » selon une méthodologie et une fréquence à définir ».

Le pétitionnaire propose également de réduire la destruction irréversible du milieu naturel par une double reconstitution :

- 500 plants d'arbustes et d'arbres indigènes sélectionnés sur la base d'une liste d'espèces DAUPI seront implantés sur une bande de 2 mètres après les clôtures sur les franges ouest et sud. Cette barrière végétative permettra en outre de lutter contre les espèces exotiques envahissantes ;
- des savanes et pelouses indigènes seront réintroduites sur les zones dégradées par le chantier. Enfin le porteur de projet met en place une mesure compensatoire de restauration écologique aux abords du site supplémentaire à la reconstitution de la trame arbustive endémique précitée : 550 plants ou bosquets de tailles différentes seront implantés sur une bande de 10 mètres à l'ouest et au sud du site.

La zone d'implantation de la centrale solaire s'inscrit dans l'unité paysagère des plaines du Port et de Saint-Paul. Situé en limite d'une zone industrielle, le projet contribue à marquer une frontière naturelle avec le littoral. La modélisation sur l'insertion paysagère du projet présentée dans le dossier permet d'évaluer son impact tant par des vues éloignées qu'à proximité du site. Les modèles des panneaux photovoltaïques ne sont pas choisis, ce qui ne permet pas d'en apprécier totalement l'impact visuel. Néanmoins, les teintes sombres des panneaux et leur faible hauteur participent également à leur insertion paysagère à distance. La situation du projet à l'extrémité d'une zone industrielle peu fréquentée et inhabitée contribue également à en limiter les effets négatifs.

Par ailleurs, le recours à des parements en pierre volcanique locale pour les bâtiments techniques comme la végétalisation du pourtour du terrain avec des espèces endémiques constituent une mesure positive de l'intégration paysagère du projet.

Le dossier met en avant le caractère non permanent des installations solaires. A la fin de l'exploitation, dont l'échéance n'est pas précisée, toutes les installations seront retirées afin de permettre une remise en état initial du site. EDF Renouvelables mentionne que le recyclage des panneaux sera assuré par un organisme agréé. La remise en état du site pour lui restituer sa vocation initiale est également mentionnée sans en fixer les conditions.

3.3. Milieu humain

Le projet d'installation d'une centrale solaire sur la commune du Port s'inscrit dans l'enjeu de réduction des gaz à effet de serre, responsable du réchauffement climatique, comme dans les objectifs fixés par les accords internationaux, nationaux et régionaux, notamment dans le cadre de la PPE (programmation pluriannuelle de l'énergie) dont la révision pour la période 2019-2028 vient d'être arrêtée par le Conseil Régional le 25 novembre 2020.

Avec une production annuelle de 6320 Mkh, le dossier indique que le projet permettra d'éviter 4,9 tonnes de CO2 par an sans indiquer le mode de calcul pour cette estimation.

L'implantation du projet au droit d'un ancien site d'enfouissement des ordures ménagères nécessite une évaluation des risques induits. Le dossier fait référence à l'étude de réhabilitation réalisée lors de la fin de l'exploitation en 1997 ; celle-ci a démontré les risques d'impact sur le milieu naturel en cas d'inondation. Des études complémentaires réalisées en 2001 ont par ailleurs confirmé des émissions de CO2 et de méthane. Un

risque pour les travailleurs situés à proximité du centre d'enfouissement technique de la rivière des Galets est également évoqué. La mise en sécurité du site et sa surveillance ont été rappelées par arrêté préfectoral en 2014. Le pétitionnaire ne fait pas état de campagne de mesure d'émission de biogaz plus récente. L'étude d'impact évoque un retard pour la mise en œuvre du projet de réhabilitation d'après des informations datant de 2016. Si la centrale photovoltaïque ne prévoit pas de personnel sur place, il conviendrait toutefois de détailler les précautions prises pour appréhender le risque lors de la phase travaux et lors des visites d'entretien. Le tracé du raccordement au réseau de distribution n'est pas encore défini. Ce dossier devra prendre en compte l'impact pour la santé des riverains lié à l'émission de champ électromagnétique et contenir les mesures d'évitement ou de réduction associées.

3.4. Effets cumulés avec d'autres projets

L'étude d'impact inventorie la liste des projets suivants au titre des effets cumulés :

- la mise en service du forage FRG1,
- le projet d'extension du centre commercial du Sacré-cœur,
- la création du nouveau pont de la rivière des Galets

Compte tenu de l'emplacement relativement excentré du site, des besoins limités en termes de trafic de poids lourds, et d'une durée du chantier relativement courte, il apparaît que les effets cumulés en phase travaux avec les autres projets situés dans le secteur restent limités.

Il en est de même en phase exploitation, d'autant que la centrale photovoltaïque ne nécessite pas de présence humaine régulière.

4. Justificatif du projet

Le projet est justifié par son intérêt écologique au titre du développement des énergies renouvelables : levier majeur dans l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre, il s'inscrit dans l'objectif régional d'autonomie énergétique.

Le développement du solaire ne devant pas se faire au détriment d'autres enjeux comme notamment la préservation des espaces naturels et agricoles ou des ressources, le choix du site d'implantation doit être justifié. Le projet s'implante sur un délaissé, qui jouxte à l'ouest une zone industrielle et au nord le périmètre d'une ancienne décharge. Le site a été retenu en raison de sa topographie, son potentiel solaire, son accessibilité, et son éloignement des zones d'habitation.

5. Programme de suivi des mesures et coûts associés

L'étude d'impact prévoit différentes mesures visant à réduire ou compenser les impacts du projet notamment :

- La reconstitution d'une trame arbustive endémique sur les limites ouest et sud du site : 500 plants implantés sur une bande de 2 mètres après la clôture ;
- une opération de dégagement des espèces exotiques envahissantes sur l'emprise du projet pour favoriser la recolonisation des savanes et pelouses indigènes sur les zones dégradées par le chantier et sous les panneaux ;
- une mesure compensatoire environnementale de restauration écologique aux abords du site estimée à 56 500 euros de 550 plants (arbres et arbustes).

Le dossier d'étude d'impact présente trois mesures d'accompagnement :

1. Un suivi écologique de la faune dans la zone d'influence par un expert écologue ou une association environnementale locale pendant 2 ans : coût estimé entre 12 et 15 000 euros ;
2. un suivi écologique de la reprise de la végétation au sein de la centrale et sur les pourtours sera assuré par le Conservatoire Botanique National des Mascariens dont le coût reste à définir ;
3. une valorisation écologique ou paysagère des berges de la rivière des Galets via une participation financière de 15 000 euros pour l'un des deux projets de création d'un sentier littoral ouest ou préservation d'une station de savane relictuelle.

La commission « Aménagement et Transition Ecologique » (réunie le 16 février 2021) a émis un avis favorable.

Après délibération, le conseil municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, décide :

Article 1 : d'émettre un avis favorable à la demande de permis de construire pour le projet d'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol à la Rivière des Galets sur la Commune du Port par la société EDF, soumise à enquête publique ;

Article 2 : d'autoriser la Maire à signer tous les actes relatifs à cette affaire.

Certifié conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Saint-Paul, le 25 février 2021

La Maire de Saint-Paul,

Huguette BELLO

DEPARTEMENT DE LA REUNION
VILLE DU PORT



Nombre de conseillers
en exercice : 39

A l'ouverture de la séance

Nombre de présents : 37
Nombre de représentés : 02
Nombre de votants : 39

OBJET

Affaire n° 2021-019

AVIS DE LA COMMUNE
DANS LE CADRE DE L'ENQUETE
PUBLIQUE PREALABLE
AU PROJET D'IMPLANTATION
D'UNE CENTRALE
PHOTOVOLTAIQUE AU SOL
A LA RIVIERE DES GALETS
SUR LA COMMUNE DE LE PORT
PRESENTEE PAR EDF ENERGIES
RENOUVELABLES FRANCE

NOTA : le Maire certifie que :

- la convocation du Conseil
Municipal a été faite le 22 février
2021 et affichée le 23 février 2021.

- le compte rendu de cette
délibération a été affiché à la porte de
la mairie le : 22 MARS 2021

LE MAIRE



Olivier HOARAU

EXTRAIT DU PROCÈS VERBAL
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du mardi 2 mars 2021

L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN, le mardi deux
mars, le Conseil Municipal de Le Port s'est réuni au
Complexe Sportif Municipal, après convocation légale
sous la présidence de M. Olivier Hoarau, Maire.

Secrétaire de séance : Mme Annick Le Toullec 1^{ère}
adjointe.

Étaient présents : M. Olivier Hoarau Maire, Mme Annick
Le Toullec 1^{ère} adjointe, M. Armand Mouniata 2^{ème}
adjoint, Mme Jasmine Béton 3^{ème} adjointe, M. Bernard
Robert 4^{ème} adjoint, Mme Karine Mounien 5^{ème} adjointe,
M. Wilfrid Cerveaux 6^{ème} adjoint, Mme Mémouna Patel
7^{ème} adjointe, M. Mihidoiri Ali 8^{ème} adjoint, Mme Bibi-
Fatima Anli 9^{ème} adjointe, M. Guy Pernic 10^{ème} adjoint, M.
Jean-Paul Babef, M. Franck Jacques Antoine, M. Henry
Hippolyte, M. Jean-Max Nages, Mme Claudette Claim
Maillot, Mme Danila Bègue, M. Alain Iafar, Mme Brigitte
Laurestant, M. Zakaria Ali, M. Jean-Claude Adois, Mme
Sophie Tsiavia, M. Patrice Payet, Mme Garicia Latra
Abélard, Mme Véronique Bassonville, M. Didier
Amachalla, Mme Honorine Lavielle, Mme Barbara
Saminadin, Mme Pamela Trécasse, Mme Aurélie Testan,
Mme Gilda Bréda, M. Sergio Erapa, M. Patrice Casimir,
Mme Firose Gador, M. Bertrand Fruteau, Mme Annie
Mourgaye, Mme Valérie Auber.

Absents représentés : Mme Catherine Gossard 11^{ème}
adjointe (par Mme Jasmine Béton 3^{ème} adjointe), M.
Fayzal Ahmed Vali (par Mme Annick Le Toullec 1^{ère}
adjointe).

Arrivée(s) en cours de séance : M. Zakaria Ali à 17h18,
Mme Pamela Trécasse à 17h23, M. Mihidoiri Ali 8^{ème}
adjoint à 17h58.

Départ(s) en cours de séance : Néant.

Absents : Néant.

Affaire n° 2021-019

**AVIS DE LA COMMUNE DANS LE CADRE DE L'ENQUETE PUBLIQUE
PREALABLE AU PROJET D'IMPLANTATION D'UNE CENTRALE
PHOTOVOLTAÏQUE AU SOL A LA RIVIERE DES GALETS SUR LA COMMUNE
DE LE PORT PRESENTÉE PAR EDF ENERGIES RENOUVELABLES FRANCE**

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la demande de permis de construire de n° 97440717A0030 déposée le 12 mai 2017 par la société Électricité de France (EDF) Renouvelables France, représentée par Mme Sophie Lecorche, chef de projets outre-mer, en vue du projet d'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol à la Rivière des Galets sur le territoire de la commune de Le Port ;

Vu les avis des services techniques compétents consultés dans le cadre de l'instruction du dossier ;

Vu l'arrêté préfectoral arrêté n° 2021-25/SG/DCL du 8 janvier 2021, prescrivant l'ouverture d'une enquête publique du 3 février au 8 mars 2021 sur les communes de Le Port et Saint-Paul préalable à une décision sur la demande de permis de construire pour le projet d'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol à la Rivière des Galets sur la commune de Le Port ;

Vu l'avis favorable des commissions « Aménagement – Travaux – Environnement » et « Politique culturelle – Sportive – Petite enfance » du 18 février 2021 ;

Vu le rapport présenté en séance du 2 mars 2021 relatif à l'avis de la commune dans le cadre de l'enquête publique préalable à une décision sur la demande de permis de construire pour le projet d'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol à la Rivière des Galets sur la commune de Le Port, présentée par EDF Renouvelables France ;

Après avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

Article 1 : d'émettre un avis favorable au projet d'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol à la Rivière des galets sur la commune de Le Port, présentée par EDF Renouvelables France sous réserve de la prise en compte des remarques formulées dans le rapport ;

Article 2 : d'autoriser le Maire, ou tout adjoint habilité, à signer tous les actes correspondants.

**POUR EXTRAIT CONFORME
LE MAIRE**



Olivier HOARAU

**AVIS DE LA COMMUNE DANS LE CADRE DE L'ENQUETE
AU PROJET D'IMPLANTATION D'UNE CENTRALE PHOTOVOLTAIQUE AU SOL
A LA RIVIERE DES GALETS SUR LA COMMUNE DE LE PORT
PRESENTEE PAR EDF ENERGIES RENOUVELABLES FRANCE**

Par délibération n°2019-170 du 17 décembre 2019, le Conseil municipal a approuvé le principe d'implantation par la société EDF Energies Renouvelables d'une centrale de production d'énergie électrique, d'origine photovoltaïque, sur une partie de la parcelle BK 35 située près de l'embouchure de la rivière des Galets.

Le 7 juillet 2020, le Conseil municipal a validé la mise à disposition d'une surface de 4,4 hectares à détacher de la parcelle cadastrée BK 35 sus désignée au profit de la société EDF Energies Renouvelables. Dans le cadre d'une promesse de bail emphytéotique, la Ville s'est ainsi engagée à consentir à la société EDF Energies Renouvelables, l'assiette nécessaire à la réalisation du projet, sous réserve de finaliser toutes les études liées à ce projet et d'obtenir toutes les autorisations administratives nécessaires à la mise en exploitation du site.

En décembre 2019, la SAS « centrale photovoltaïque de la Rivière des Galets », porteur du projet a obtenu l'agrément de la Commission de Régulation de l'Energie (CRE).

Par arrêté n° 2021-25/SG/DCL du 8 janvier 2021, le Préfet a prescrit l'ouverture d'une enquête publique préalable à une décision sur la demande de permis de construire pour le projet d'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol à la Rivière des Galets. L'enquête publique se déroule du 3 février au 8 mars 2021.

Le présent rapport a ainsi pour objet de recueillir l'avis du Conseil municipal dans le cadre de ladite enquête publique.

I) Présentation du projet

Le projet consiste en l'installation de panneaux photovoltaïques au sol sur une surface de 4,4 hectares, à détacher du terrain communal cadastré BK 35p, délimité au nord par une zone industrielle et à l'est par la zone d'activités dite Eco-parc, Zac Environnement.

Il s'inscrit dans le cadre global de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'indépendance énergétique de La Réunion.

La production annuelle d'électricité attendue, avec l'implantation de cette centrale solaire est estimée à 6 320 MWh, ce qui correspond à la consommation de 4 500 habitants.

Les travaux envisagés comprennent :

- l'installation des modules photovoltaïques sur une structure surélevée d'un mètre par rapport au sol et d'une hauteur maximale de 2,10 mètres sur une surface projetée de 2,62 hectares (soit environ 60 % de la parcelle),
- la construction de plusieurs locaux techniques surélevés également d'un mètre par rapport au terrain naturel (quatre conteneurs pour stocker l'énergie, un poste de livraison et deux conteneurs pour le stockage des matériels).

II) Remarques de la Ville

La mention dans le dossier d'un projet de centrale photovoltaïque au lieu-dit « Rivière des Galets », peut laisser penser qu'il s'agit du village de la Rivière des Galets. Or, l'implantation est prévue en rive droite de la rivière des Galets, à proximité de l'ancienne décharge et de l'Eco-parc.

a. Urbanisme

La demande porte sur un terrain situé en zone N du règlement du Plan Local d'Urbanisme (PLU), dans sa version révisée du 02 octobre 2018 et modifiée du 17 décembre 2019. Cette zone définit les secteurs de la commune à protéger en raison soit de la qualité des sites, soit des milieux naturels, soit des paysages et de leur intérêt.

Il convient de rappeler que le permis de construire déposé le 11 mai 2017, sous instruction de l'Etat, a reçu un avis défavorable de la Ville car non conforme aux dispositions du règlement de la zone N s'agissant des dispositions relatives à la desserte et au stationnement.

Par ailleurs, dans le cadre de l'instruction du dossier en concertation avec les services de la DEAL, il est prévu la mise en œuvre d'une restauration écologique du site en luttant contre les espèces exotiques envahissantes et en réintroduisant des espèces indigènes végétales typiques du secteur.

L'installation de panneaux photovoltaïques au sol est admise sous réserve d'une étude d'impact favorable sur les milieux naturels et sous réserve que le pétitionnaire modifie le projet afin de respecter les dispositions du PLU quant à la desserte et au stationnement.

b. Risques naturels majeurs

Bien que le projet soit situé à proximité immédiate du littoral et à l'embouchure de la rivière des Galets, les aléas « érosion côtière » et « submersion marine » ne concernent pas le site.

En revanche l'implantation située en zone rB2 du Plan de Prévention des Risques (PPR) approuvé par arrêté préfectoral du 26 mars 2012 est concernée par le risque inondation et mouvement de terrain. Toutefois, **la zone rB2 autorise les projets d'installation d'unités de production d'énergie renouvelable.**

En outre, bien que l'étude hydraulique réalisée par le porteur de projet et intégrée au dossier mette en exergue l'exposition du projet aux risques d'inondabilité du secteur vis-à-vis des crues de la rivière des Galets, l'analyse de compatibilité montre que les prescriptions du PPR sont respectées.

c. Intégration paysagère

Le projet s'inscrit dans un milieu situé à proximité immédiate de l'ancienne décharge d'ordures ménagères et de la zone d'aménagement concerté Eco-parc qui concentre des activités économiques et industrielles.

Le site d'implantation est jonché de dépôts sauvages et a perdu toute sa valeur environnementale. Le projet de la société EDF Renouvelables France permettra de valoriser ce terrain à moyen terme en favorisant la production d'énergies renouvelables.

Le raccordement électrique externe à la centrale photovoltaïque jusqu'au réseau de distribution publique sera totalement enterré minimisant ainsi son impact sur le paysage.

d. Etats des sols

Situé à proximité de l'ancienne décharge d'ordures ménagères exploitée jusqu'en 1997, une étude de 2001 incluse dans le dossier fait état d'émissions ponctuelles de méthane (CH₄), d'émissions notables de CO₂ et d'un abaissement des teneurs en oxygène (O₂), par endroit, sur le site de l'ancienne décharge.

Ces éléments sont à prendre en considération en termes de protection des intervenants pendant la phase travaux.

Au même titre que la recommandation faite par l'Autorité Environnementale (AE), en préalable de la phase travaux, la Ville recommande une analyse de la qualité des sols, et surtout une analyse des concentrations ainsi qu'une localisation des poches de gaz libéré dans l'atmosphère afin de prévenir tout risque d'explosion ou d'anoxie des intervenants pendant la phase travaux.

Indépendamment des résultats de cette étude et compte tenu du potentiel de libération avéré de gaz inflammable émanant des sols à proximité du projet, il serait souhaitable d'installer pendant la phase travaux une détection fixe et mobile multi gaz.

e. Bruit

Les nuisances sonores générées pendant la phase travaux (5 mois) ne devraient pas impacter sensiblement les habitations situées à 600 m du site d'implantation. L'impact sonore du chantier est évalué « faible » par l'exploitant.

f. Trafic routier

Compte tenu des travaux d'aménagement, restreints (peu de terrassement), l'augmentation du trafic routier sur le Boulevard de la Marine ainsi que dans la zone Eco-parc sera marginale.

Les mesures envisagées, pour assurer la sécurité des usagers, telles la mise en place d'une signalisation temporaire et adaptée et des actions de prévention avant travaux pour limiter tout risque d'accident apparaissent ainsi satisfaisantes.

g. Remise en état

Conformément à la réglementation, EDF Renouvelables France s'engage à démanteler l'ensemble des installations constitutives de la centrale et à remettre le terrain dans un état similaire à son état initial. Les éléments de la centrale seront acheminés vers des entreprises de recyclage dédiées.

Cette proposition de remise en état est conforme au PLU.

h. La ressource en eau

Le projet ne présente pas d'impact sur la ressource en eau, ni en termes de proximité avec des ouvrages en exploitation, ni en termes de consommation puisque les besoins en eau sont faibles en phase chantier et nuls en phase d'exploitation.

Sur les 4,4 ha d'emprise du projet, seuls 210 m² seront imperméabilisés. La contrainte à l'écoulement et à l'infiltration des eaux pluviales est quasi nulle.

Le pétitionnaire prévoit la réalisation d'un fossé de collecte des eaux de ruissellement afin de faciliter leur infiltration.

Le seul impact du projet sur le sol et la ressource porte sur les pollutions accidentelles liées aux engins de chantier.

Le pétitionnaire a précisé les mesures d'évitement mises en œuvre et notamment la réduction au strict nécessaire des quantités d'hydrocarbures sur site ainsi que l'éloignement de la rivière et des lisières des engins et matériaux.

Considérant l'intérêt majeur de ce projet pour la production d'énergie propre et renouvelable permettant de réduire les dépenses énergétiques et favorisant l'autonomie en matière d'énergie ;

Considérant l'impact minime du projet sur l'environnement ;

Sous réserve de la prise en compte des observations de la ville relatives au dossier présenté, il est proposé au Conseil municipal d'émettre un avis favorable au projet de réalisation d'une centrale photovoltaïque au sol sur la rive droite de la rivière des Galets sur la commune de Le Port, présentée par EDF Energies Renouvelables France.

Affaire suivie par Direction des Affaires Générales / Direction de l'Aménagement du Territoire / Direction Infrastructures



Projet de centrale photovoltaïque de la Rivière des Galets

Commune du Port (97420)

Mémoire en réponse au Procès-Verbal de synthèse des observations

Mars 2021

Maître d'ouvrage :

SAS CENTRALE PHOTOVOLTAIQUE DE LA RIVIERE DES GALETS

100 Esplanade du Général de Gaulle COEUR DEFENSE - TOUR B
92932 PARIS LA DEFENSE CEDEX

Maître d'ouvrage délégué :

EDF Renouvelables France

100 Esplanade du Général de Gaulle
COEUR DEFENSE - TOUR B
92932 PARIS LA DEFENSE CEDEX

Adresse de correspondance :

EDF Renouvelables France

Sophie LECORCHE
966 avenue Raymond DUGRAND
CS 66014
34060 MONTPELLIER

SOMMAIRE

I.	PREAMBULE.....	3
II.	REPONSES AUX OBSERVATIONS DU PUBLIC.....	4
III.	REPONSES AUX QUESTIONS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR.....	11

I. PREAMBULE

Dans le cadre de l’instruction de la demande de permis de construire pour l’installation de la Centrale Photovoltaïque de la Rivière des Galets sur la Commune du Port, une enquête publique a été menée du 3 février au 8 mars 2021. Le périmètre d’enquête publique du projet incluait la commune du Port et la commune de Saint-Paul.

Conformément à l’arrêté préfectoral n° 2021-25/SG/DCL du 08 janvier 2021, le préfet de la Réunion, en qualité d’autorité organisatrice, a prescrit l’ouverture de l’enquête publique sur le projet précité. Le dossier complet de la demande de permis de construire du projet était disponible en version papier dans les communes du Port et de Saint-Paul. Les informations sur le projet étaient également mises en ligne sur le site internet de la Préfecture de la Réunion. Les observations et les propositions ont pu être adressées par correspondance aux Mairies et via une adresse mail mise en place par la Préfecture.

Le procès-verbal de synthèse des observations relatives à l’enquête publique nous a été remis par Monsieur Hubert DI NATALE, commissaire enquêteur, le 12 Mars 2021.

Le présent mémoire a pour objet d’apporter des réponses d’une part aux observations formulées par les personnes qui se sont exprimées au cours de cette enquête et qui ont été rassemblées par le commissaire enquêteur dans son procès-verbal de synthèse, et d’autre part aux questionnements du commissaire enquêteur.

Pour faciliter la lecture du présent mémoire et les recherches, le procès-verbal de synthèse du commissaire enquêteur a été repris en annexe du présent mémoire.

II. REPONSES AUX OBSERVATIONS DU PUBLIC

Les observations EM-1 à EM-11 n'appellent pas de réponse particulière.

La société EDF RENOUVELABLES souhaite apporter une réponse à l'avis EM-12 formulé par la SPREPEN :

EM-12	Association SREPEN Date : 08/03/2021 à 15:52	Avis favorable. Contribue à l'autonomie énergétique de la Réunion, peu d'impacts sur la biodiversité et notamment l'avifaune. Invite à concertation avec le TCO sur sentier littoral pour traiter la revégétalisation du site et la lutte contre les EEE (espèces exotiques envahissantes). Questionne sur la faisabilité d'une activité agricole sous les panneaux PV.
-------	---	--

Réponse du porteur de projet

● Concernant l'intégration du projet de centrale photovoltaïque au vu du futur projet de Sentier Littoral Ouest (SLO), la société EDF Renouvelables est en discussion depuis plusieurs mois avec le GIP Eco Cité et le TCO à ce sujet. Pour ces deux acteurs, le projet de centrale photovoltaïque n'est pas incompatible avec la création du SLO, dans la mesure où celui-ci s'inscrit dans une démarche et un environnement cohérents avec les enjeux d'énergie renouvelable et de développement durable ciblés par le plan guide de l'Eco-cité. Ces discussions ont donné lieu à l'intégration dans l'étude d'impact de la mesure d'accompagnement MAC3 : **Valorisation écologique et/paysagère des berges de la Rivière des Galets** (pages 246 à 251 de l'étude d'impact).

EDF Renouvelables a d'ailleurs sollicité le bureau d'étude paysagiste RESONNANCE URBANISME & PAYSAGE afin de mener des réflexions sur différentes actions de valorisations paysagères et touristiques des berges de la Rivière des Galets au droit de la centrale photovoltaïque. Ces actions ont été présentées au GIP Eco-cité et au TCO et des échanges sont toujours en cours concernant la mise en place de ces différentes actions au vu du calendrier de réalisation de la centrale et de la portion du SLO au droit de la centrale.

Parallèlement, EDF Renouvelables a prévu la mise en place de deux mesures de gestion environnementale qui auront vocation à assurer une revégétalisation des abords du site afin d'en assurer une meilleure intégration paysagère et environnementale :

- Mesure de réduction MRT9 : **Reconstituer une trame arbustive endémique sur les limites ouest et sud du site d'implantation et favoriser la recolonisation des savanes et pelouses indigènes sur les zones dégradées par le chantier sous les panneaux** (pages 233-243 de l'étude d'impact) ;

- Mesure de compensation MC1 : **Restauration écologique des abords du site** (page 237 à 241 de l'étude d'impact).

Ces deux mesures intègrent la question de la lutte contre les espèces exotiques envahissantes et prévoient la reconstitution des savanes et pelouses indigènes sur les zones dégradées par le chantier et sous les panneaux qui sera favorisée via une opération de dégagement.

● Concernant les possibilités de valorisation agricole sous les panneaux photovoltaïques, il convient avant tout de rappeler que le site est actuellement fortement dégradé, occupé par une végétation rudérale (présence d'espèces envahissantes caractéristiques d'un milieu anthropisé et remanié) et qu'il est surtout illicitement utilisé par divers usagers comme dépotoir recueillant des encombrants domestiques ou des déchets issus de travaux publics ou de bâtiments. En conséquence, la qualité des sols, bien qu'améliorée par l'implantation de la centrale, ne permettrait pas en l'espèce une valorisation agricole sous les panneaux.

Cependant, des réflexions sont effectivement en cours quant à l'opportunité de conventionner avec un apiculteur local (ou un groupement associatif) au regard de la mesure de compensation prévue en faveur de la biodiversité indigène. En concertation avec l'expert écologue qui nous a accompagné pour le dimensionnement de la mesure de revégétalisation des abords du projet, il pourrait être envisagé la replantation de semis d'espèces mellifères parmi les essences locales retenues, tout en veillant à ne pas dénaturer le milieu naturel initialement présent. Cette diversité floristique entraînerait alors un attrait certain du site pour les pollinisateurs sauvages. L'augmentation de la ressource alimentaire ainsi engendrée par cette mesure pourrait nous permettre d'entreprendre en parallèle des discussions avec l'ADAR (Association pour le Développement de l'Apiculture à la Réunion), afin de voir si ce site peut être favorable à la mise en place d'une telle activité. Si tel est le cas, l'installation des ruches pourra se faire dans le respect des mesures de sécurité en vigueur (en dehors de l'enceinte clôturée du projet en respectant les distances réglementaires aux habitations, aux établissements recevant du public et aux voiries, sécurité de l'apiculteur, des techniciens de maintenance, etc.).

La société EDF RENOUVELABLES souhaite apporter une réponse à l'avis EM-13 formulé par l'association Ecologie Réunion :

EM-13	Association Écologie Réunion Date : 08/03/2021 à 16:28	Avis défavorable à ce projet (malgré sa position de principe en faveur des énergies renouvelables), vu sa localisation en zone naturelle. Demande de favoriser la mutualisation d'espaces déjà artificialisés. Questionne sur les éventuelles perturbations sur l'avifaune et les chiroptères. Déplore que la CDPNAF n'a pas été sollicitée pour donner son avis avant la présentation du dossier à l'enquête publique.
-------	---	---

Réponse du porteur de projet

● Il convient de rappeler que l'installation de centrales photovoltaïques au sol et l'installation de panneaux solaires en toitures sont complémentaires. Ces deux technologies doivent participer de façon conjointe au mix énergétique réunionnais. La volonté de développer des énergies renouvelables sur le territoire de la Réunion a été réaffirmée dans le cadre de la révision de la PPE 2019-2028. Les ambitions relatives au développement du photovoltaïque présentées par la PPE ont été renforcées pour aboutir à un objectif de 340 MW installés fin 2023 et 440 à 500 MW installés fin 2028.

En l'espèce, la zone du projet n'est « naturelle » que par son classement N (zone naturelle pouvant accueillir l'installation de panneaux photovoltaïques) dans le Plan Local d'Urbanisme de la Commune du Port. En effet, une analyse pragmatique de la qualité des espaces naturels a été effectuée et a permis de retenir le site comme favorable à l'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol en favorisant un secteur dégradé. Il s'agit d'un milieu situé à proximité immédiate d'une ancienne décharge et de la zone d'aménagement concerté « ZAC ECOPARC Le Port » où l'activité économique et industrielle est quotidienne. La zone est actuellement occupée par une végétation rudérale (présence d'espèces envahissantes caractéristiques d'un milieu anthropisé et remanié) et n'abrite aucune espèce protégée ou patrimoniale à enjeu. Elle est surtout illicitement utilisée par divers usagers comme dépotoir recueillant des encombrants domestiques ou des déchets issus de travaux publics ou de bâtiments sur plusieurs mètres de hauteur. Ainsi, cette zone, initialement naturelle, a perdu toute valeur environnementale et naturelle, ce qui a justifié le choix d'implantation du projet.

● Concernant l'éventuelle perturbation de l'avifaune et des chiroptères, des échanges ont été menés avec les associations environnementales, et notamment la Société d'Etudes Ornithologiques de la Réunion (SEOR) et le Groupe Chiroptères Océan Indien (GCOI) qui ont fait part de leur volonté d'acquérir de la donnée scientifique relative :

- au comportement de l'avifaune marine vis-à-vis de l'implantation de la centrale photovoltaïque en bordure de littoral ;
- au comportement des chiroptères, eu égard à la présence d'une colonie importante de Petit Molosse (14 000 individus) située dans la plaine de Cambaie, au sud de la zone du projet.

La société EDF Renouvelables étant soucieuse d'agir en faveur de la biodiversité, il a été convenu de mettre en place un suivi écologique spécifique pour répondre à cette demande. Ce suivi environnemental a donc pour but d'évaluer l'état de conservation des populations d'oiseaux et de chauves-souris présentes de manière permanente ou temporaire au niveau de la zone d'implantation de la centrale photovoltaïque.

Il a également pour objectif d'estimer l'impact potentiel direct ou indirect des panneaux sur cet état de conservation, en prenant en compte l'ensemble des facteurs influençant la dynamique des populations. Ce suivi permettra aussi d'acquérir des informations sur l'utilisation des corridors de végétation indigènes devant être replantés sur les abords du projet (Mesure de compensation MC1 - **Restauration écologique des abords du site** - page 237 de l'étude d'impact).

Cette mesure (MAC1 - **Suivi écologique de la faune dans la zone d'influence de la centrale photovoltaïque** - page 244 de l'étude d'impact) a été proposée et rédigée en concertation avec ces associations. Un protocole a été défini pour les deux premières années d'exploitation de la centrale.

A la fin de ces deux années de suivi, en fonction des résultats obtenus, EDF Renouvelables et le milieu associatif (SEOR et GCOI) décideront de la nécessité de poursuivre ou d'adapter les suivis et éventuellement de mettre en place de nouvelles mesures.

- Concernant la saisie de la CDPENAF, celle-ci n'est pas du ressort du porteur de projet, mais des services de l'Etat. Il est prévu que cette commission soit saisie par la DEAL dès la fin de l'enquête publique et devrait donc intervenir très prochainement.

La société EDF RENOUELABLES souhaite apporter une réponse à l'avis SP-01 formulé par Monsieur Anton dans le registre mis à disposition sur la commune de Saint-Paul :

SP-01	Julien Anton	Avis favorable.
	Date : 25/02/2021 10:15	Propose le développement d'une activité apicole, dans l'enceinte de la CPV. Propose d'étendre la replantation au-delà du pourtour de la CPV. Demande la production d'éléments plus concrets pour le « grand public » sur les impacts, positifs et négatifs, de la CPV (production, économie GES, objectifs PPE) sur 25 ans. Demande d'expliquer la gestion des déchets de panneaux photovoltaïques.

Réponse du porteur de projet

- Concernant le développement d'une activité apicole sur le site de la Rivière-des-Galets, des réflexions sont effectivement en cours quant à l'opportunité de conventionner avec un apiculteur local (ou un groupement associatif) au regard de la mesure de compensation prévue en faveur de la biodiversité indigène. En concertation avec l'expert écologue qui nous a accompagné pour le dimensionnement de la mesure de revégétalisation des abords du projet, il pourrait être envisagé la replantation de semis d'espèces mellifères parmi les essences locales retenues, tout en veillant à ne pas dénaturer le milieu naturel initialement présent. Cette diversité floristique entrainerait alors un attrait certain du site pour les pollinisateurs sauvages. L'augmentation de la ressource alimentaire ainsi engendrée par cette mesure pourrait nous permettre d'entreprendre en parallèle des discussions avec l'ADAR (Association pour le Développement de l'Apiculture à la Réunion), afin de voir si ce site peut être favorable à la mise en place d'une telle activité. Si tel est le cas, l'installation des ruches pourra se faire dans le respect des mesures de sécurité en vigueur (en dehors de l'enceinte clôturée du projet en respectant les distances réglementaires aux habitations, aux établissements recevant du public et aux voiries, sécurité de l'apiculteur, des techniciens de maintenance, etc.).

Par ailleurs, EDF Renouvelables tient à préciser qu'aucun produit phytosanitaire ne sera utilisé lors de l'entretien de la végétation, et une fauche mécanique tardive et différenciée sera mise en place afin d'éviter les périodes favorables au bon accomplissement des cycles biologiques des espèces faunistiques et floristiques présentes sur le site.

- Concernant la possibilité d'étendre les plantations au-delà du pourtour de la centrale, cela n'est pas envisagé. La mesure de compensation (MC1 : **Restauration écologique des abords du site**) sera mise en place sur les franges ouest et sud de la centrale pour des raisons de cohérence environnementale permettant ainsi le maintien des fonctionnalités écologiques sur site. Cette mesure, dimensionnée en concertation avec les services de la DEAL, permettra une valorisation du site in situ.

- La puissance installée de la centrale sera de 4,49 MW. Avec cette capacité, la centrale produira par an l'équivalent de la consommation d'environ 4500 habitants, soit 15% de la population de la commune du Port.

Le photovoltaïque joue un rôle majeur dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre en offrant une énergie sans émissions directes de gaz à effet de serre, et des émissions indirectes faibles. Il ne produit aucun déchet dangereux et n'émet pas de polluants locaux.

Sur l'ensemble de sa durée de vie, une centrale photovoltaïque installée en France métropolitaine, émet 20 à 80 g de CO₂ équivalent par kWh produit, selon le type de système, la technologie de modules et l'ensoleillement du site. Ces résultats dépendent fortement du mix électrique du pays dans lequel les cellules et modules sont produits. Ils sont à comparer aux émissions moyennes de la production d'électricité qui sont en France métropolitaine de 86g CO₂ équivalent par kWh équivalent, de 719gCO₂eq/kWh à la Réunion (source : Bilan énergétique page 3 – SPL Horizon Réunion) et de 565gCO₂eq/kWh au niveau mondial.

L'empreinte carbone des nouveaux systèmes photovoltaïques décroît régulièrement, d'une part grâce à l'utilisation pendant la fabrication de procédés et de matériaux générant moins de CO₂, d'autre part grâce à l'amélioration des rendements et enfin, grâce au recyclage des déchets de fabrication. Les technologies de recyclage existent déjà pour la plupart des modules photovoltaïques (source ADEME).

Un module photovoltaïque produit en 1 à 3 ans l'énergie qui a été utilisée pour le fabriquer, encadrement compris. Cette durée dépend du type de panneaux employés. Les émissions induites lors de la production des panneaux sont donc compensées durant les 3 premières années d'exploitation. L'impact environnemental du panneau devient donc positif durant toute la durée d'exploitation restante (17 ans à minima).

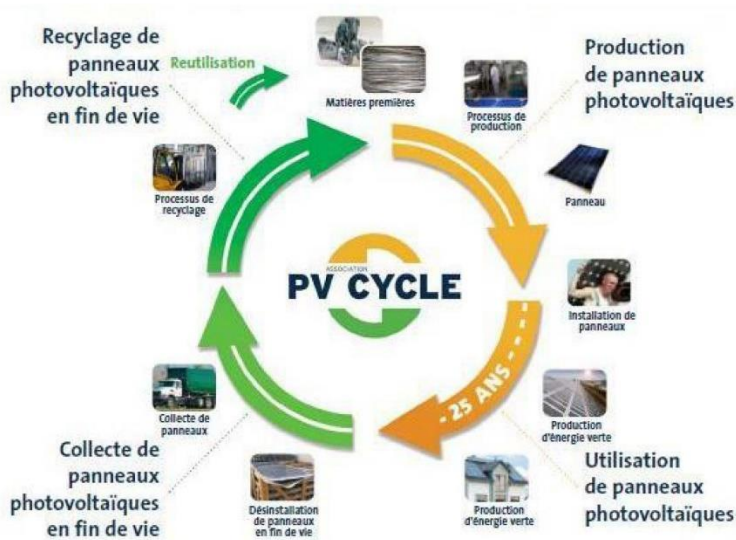
La volonté de développer des énergies renouvelables sur le territoire de la Réunion a été réaffirmée dans le cadre de la révision de la PPE 2019-2028. Les ambitions relatives au développement du photovoltaïque présentées par la PPE ont été renforcées pour aboutir à un objectif de 340 MW installés fin 2023 et 440 à 500 MW installés fin 2028.

- La gestion des déchets des panneaux photovoltaïques est spécifique et intervient tout au long de l'exploitation de la centrale dès lors qu'il faut remplacer des modules. Les panneaux photovoltaïques sont collectés par PV CYCLE France qui est l'éco-organisme français dédié au recyclage des panneaux solaires photovoltaïques.

En fin d'exploitation de la centrale, EDF Renouvelables s'engage à démanteler l'ensemble des installations constitutives de la centrale et à remettre le terrain dans un état similaire à son état actuel. Il sera de meilleure qualité qu'il ne l'est actuellement. Après démantèlement, les éléments de la centrale seront fournis à des entreprises de recyclage dédiées.

Concernant le recyclage des modules, la législation européenne en matière de gestion des déchets se fonde sur la directive cadre sur les déchets 2008/98/CE, la directive 2011/65/CE relative aux exigences d'éco-conception des produits liés à l'énergie, la directive 2002/95/CE dite RoHS limitant l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques, et la directive 2002/96/CE dite DEEE (D3E) relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques. Suite à la révision en 2012 de cette directive, **les fabricants de modules photovoltaïques doivent respecter les obligations de collecte et de recyclage des modules, à leur charge. Le maître d'ouvrage veillera à sélectionner un fournisseur agréé de modules qui s'engage à fabriquer, utiliser et recycler les modules solaires en un cycle continu, pour ainsi contribuer à une amélioration constante de l'environnement.**

Comme cela a été évoqué précédemment, les panneaux photovoltaïques sont collectés par l'organisme PV CYCLE qui est l'organisme dédié au recyclage des panneaux solaires photovoltaïques. A ce jour, l'organisme affiche un taux de valorisation de 94.7% pour un module photovoltaïque à base de silicium cristallin avec cadre en aluminium.



Analyse du cycle de vie des panneaux cristallins (source : PVCycle)

La société EDF RENOUVELABLES souhaite apporter une réponse à l'avis LP-01 formulé par Monsieur Cante dans le registre mis à disposition sur la commune du Port :

LP-01	<p>Benoît Cante</p> <p>Non daté, mais déposé entre le 19 février et le 8 mars 2021.</p>	<p>Avis favorable.</p> <p>Emplacement idéal.</p> <p>Questionne sur l'intégration du projet à une extension de l'écocité, et à la possibilité de participer à son financement.</p>
-------	---	---

Réponse du porteur de projet

Avant tout, la société EDF Renouvelables tient à préciser qu'il n'est pas fait mention dans l'observation d'une extension de l'Eco-cité mais bien d'une extension de la centrale.

L'observation de Monsieur Cante est la suivante :

LP-01 Je suis tout à fait favorable à la construction et à l'exploitation de cette centrale PV. L'emplacement semble idéal, cette centrale doit s'intégrer dans le projet éco-cité. Y-a-t-il déjà un projet d'extension de celle-ci ? Y-aura-t-il la possibilité de participer au financement sur les probables projets d'extension ?
CANTE Benoit - benoitcane.pes@gmail.com

- A ce jour, aucune extension de la centrale photovoltaïque n'est envisagée, mais EDF Renouvelables reste attentif aux travaux de réhabilitation de l'ancienne décharge, qui pourrait à terme, avoir vocation à accueillir ce type d'installation industrielle.

- Sur le 2^{ème} point, il convient de préciser qu'il existe deux types de financement participatif (ouverture du capital de la société de projet, ou participation citoyenne). En ce qui concerne une participation citoyenne, cette démarche n'a pas été prévue dans le cadre de la candidature à l'AO CRE ZNI pour le projet de centrale photovoltaïque de la Rivière des Galets. Concernant une participation au financement d'une extension, les possibilités ne sont pas arrêtées à ce jour, et cela pourrait être mis en place en concertation avec les collectivités locales.

III. REPONSES AUX QUESTIONS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Question n° 1 : Les chiffres communiqués dans votre présentation du contexte énergétique au niveau national et à la Réunion, ainsi que de la capacité solaire d'EDF Renouvelables France, remontent aux années 2015 et 2016. Ces éléments étant nécessaires pour apprécier la pertinence du projet au regard du contexte et votre qualité de porteur de ce projet, une réactualisation de ces données paraît nécessaire. Pourriez-vous la produire ?

Réponse du porteur de projet

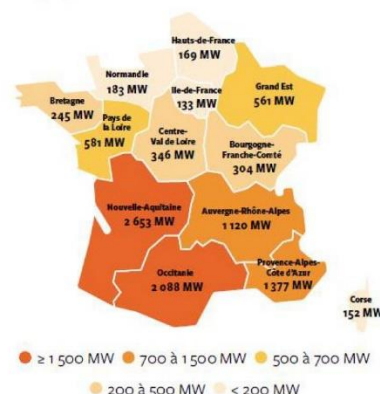
• Contexte énergétique photovoltaïque national

D'après le Panorama de l'électricité renouvelable en France publié par RTE, au 30 juin 2020, le parc solaire atteint une capacité raccordée de 9 912 MW, dont 643 MW sur le réseau de RTE, 8 562 MW sur celui d'Enedis, 554 MW sur les réseaux des ELD et 152 MW sur le réseau d'EDF-SEI en Corse.

Le parc métropolitain progresse de 11 % avec 972 MW raccordés sur les douze derniers mois. Ce volume est en hausse par rapport à la période précédente durant laquelle 774 MW avaient été raccordés.

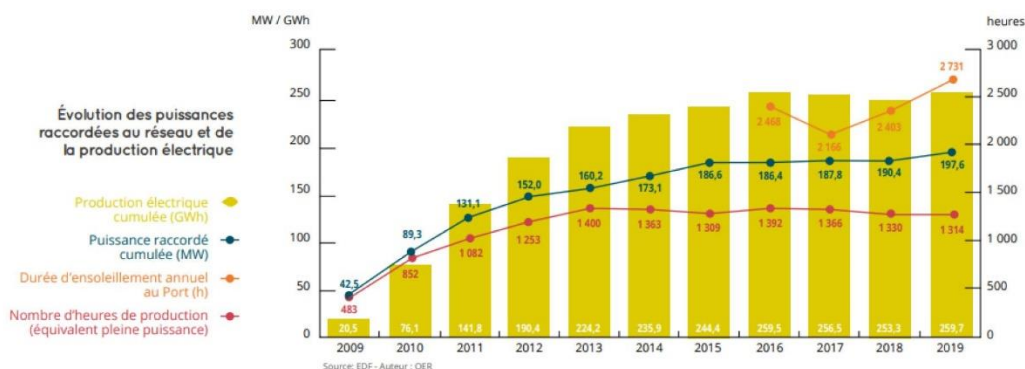
Au cours du premier semestre 2020, 476 MW supplémentaires de capacités solaires ont été raccordées aux réseaux publics d'électricité. Ce chiffre est en hausse par rapport au premier semestre 2019 (+ 393 MW). Le volume raccordé au second trimestre 2020 est de 172 MW.

Puissance solaire installée par région au 30 juin 2020



• Contexte énergétique photovoltaïque à la Réunion

D'après le BILAN ÉNERGÉTIQUE DE LA RÉUNION publié par la SPL Horizon Réunion (Edition 2020), « en 2019, la part de la production électrique à partir du photovoltaïque est de 8,5%, soit 0,1 point de moins qu'en 2018. Au cours de l'année 2019, 7,1 MW ont été raccordés à La Réunion. En 2019, le solaire photovoltaïque raccordé au réseau a permis de produire 259,7 GWh pour 197,6 MW raccordés ». (page 57).



Source : Bilan énergétique de la Réunion – Edition 2020 – SPL Horizon Réunion

● Capacités installées par EDF Renouvelables au 31 décembre 2020

Spécialiste des énergies renouvelables, EDF Renouvelables est un leader international de la production d'électricité verte. Filiale à 100% du groupe EDF, EDF Renouvelables est actif dans plus de 20 pays, principalement en Europe et en Amérique du Nord et plus récemment en Afrique, Proche et Moyen-Orient, Inde et Amérique du Sud.

La société EDF Renouvelables développe en priorité l'éolien et le solaire photovoltaïque. Attentif aux évolutions d'autres filières d'avenir, l'entreprise est également présente dans les énergies marines (hydrolien, éolien flottant, etc.) le biogaz et la biomasse.

D'envergure internationale, l'activité de production de la société représente, au 31 Décembre 2020, 13,8 GW bruts en service à travers le monde, 5,5 GW bruts en construction et 23,4 TWh d'électricité verte produite en 2020. 17,1 GW sont actuellement gérés en exploitation-maintenance pour compte propre et compte de tiers.

Le solaire représente une part croissante des activités d'EDF Renouvelables, atteignant 26% du total des capacités installées en 2020. C'est une filière prioritaire de développement de l'entreprise avec 3 225 MWc installés au 30 juin 2020. EDF RENOUVELABLES prouve depuis plusieurs années ses compétences dans le domaine du photovoltaïque avec aujourd'hui en France plus de 300 MWc bruts en service et en construction, dont un tiers dans les installations en toiture.

● *Capacités installées par EDF Renouvelables en Outre-Mer et à la Réunion au 31 décembre 2020*

Au 31 décembre 2020, la capacité solaire d'EDF RENOUELABLES dans les départements et régions d'Outre-Mer s'élevait à près de 36 MWc bruts en service, dont 14 MWc à La Réunion.

Centrale solaire de Pierrefonds	Centrale solaire de La Roseraie	Parc éolien de Sainte-Rose	TOTAL
3,5 MWc	10,5MWc	6,33 MW	20,33 MW installés

Le projet de Rivière des Galets porterait à 24,8 MW la capacité installée par EDF Renouvelables à la Réunion.



Question n° 2 : Les données relatives à l'ensoleillement du site sont non-cohérentes : 1375 h/an (présentation de l'installation, étude d'impact p. 32) et 2500 à 2750 h/an (milieu physique étude d'impact p. 55 et 79) ou 2600 h/an (critères technico-économiques, EI p. 161).

Cette variation du simple au double d'un critère essentiel dans le choix de la localisation d'un site de production d'énergie photovoltaïque nécessite d'être clarifiée.

Réponse du porteur de projet

Les données comprises entre 2500 et 2750h d'ensoleillement par an correspondent au nombre d'heure de rayonnement solaire dans une année. Il peut être considéré comme un indicateur public d'ensoleillement.

La donnée de 1 375h d'ensoleillement par an provient de calculs internes à la société EDF Renouvelables. Il s'agit des heures de fonctionnement de la centrale à sa puissance nominale, c'est-à-dire lorsque les panneaux produisent à pleine puissance pendant un an (la puissance nominale est la puissance maximale mesurée dans les conditions normales d'essai qui servent à classer les modules photovoltaïques).

Ces différentes données n'ont donc pas vocation à être comparées.

Question n° 3 : Vous n'avez pas encore arrêté le **choix de la technologie des modules photovoltaïques** (silicium cristallin ou cellules en couches mince – p. 38 de l'étude d'impact). Or, il apparaît une forte variation de rendement entre ces 2 technologies : de 14 à 19 % de rendement pour le silicium cristallin, et de 5 à 13 % pour les cellules en couches mince.

Selon quels critères le choix sera-il arrêté ? Dans quelle mesure ce choix pourrait influencer sur la surface ou la puissance de l'installation, qui sont des éléments fondamentaux du dossier présenté à l'enquête publique ?

Réponse du porteur de projet

En tant qu'entreprise (i) liée à une société dont la majeure partie du capital social appartient à l'Etat Français (EDF SA) et (ii) intervenant dans le secteur de la production d'électricité, EDF Renouvelables est une entité adjudicatrice.

A ce titre, elle doit garantir le respect des principes d'égalité de traitement, de non-discrimination et de transparence lors de ses commandes de travaux, fournitures et services. Elle est actuellement soumise à la directive européenne 2014/25/UE.

En droit interne, le texte actuellement applicable pour régir les formalités de publicités et les procédures de mise en concurrence est l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics. Les seuils de passation de marchés formalisés ont été fixés par un décret n°2015-1904 du 30 décembre 2015 pour les procédures lancées actuellement (418 000 € HT pour les marchés de fournitures et de services ; 5 225 000 € HT pour les marchés publics de travaux).

Afin de garantir le principe de mise en concurrence des fabricants de modules photovoltaïques, le projet doit pouvoir être réalisé avec des modèles de modules de plusieurs fournisseurs, sachant qu'il n'existe aucun standard en termes de dimensions et de caractéristiques de fonctionnement.

Afin de ne pas risquer de sous-évaluer les impacts, dangers et inconvénients de l'installation, la société EDF Renouvelables a choisi de définir des modules dont les caractéristiques maximisent ces évaluations.

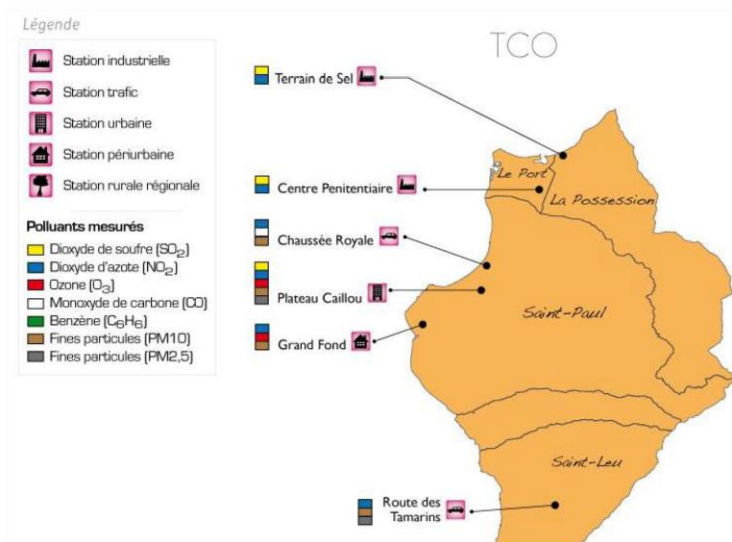
La présentation technique des installations est donc susceptible d'afficher de légers écarts avec les équipements qui seront effectivement mis en place. Ces écarts seront dans tous les cas mineurs, n'auront pas d'influence sur la surface du projet et ne remettront pas en cause les analyses environnementales présentées dans les études.

Concernant la puissance de l'installation, le projet de centrale photovoltaïque a été lauréat à l'Appel d'Offre de la Commission de Régulation de l'Energie avec une puissance de 4,49MWc. La réglementation tolère une variation de cette puissance comprise entre 95 et 100% (soit 5% de moins). La puissance totale de l'installation pourrait donc varier entre 4,27 et 4,49MWc. Le choix des modules devra donc permettre de respecter cette enveloppe de puissance.

Question n° 4 : Selon l'état initial de l'étude d'impact (p. 123 et 124), la **qualité de l'air** sur la zone d'étude est bonne avec toutefois des dépassements de valeurs réglementaires historiques de quantité de SO₂ (ancienne station EDF) et de PM₁₀ (station TER). Ces chiffres font référence à des activités de carrière illégale qui ne semble plus opérante, une station EDF dont l'activité a cessé, un trafic routier (en constante évolution), et une « station TER » non explicitée.

Issus d'une étude de 2016, sont-ils encore d'actualité ?

Afin de surveiller la qualité de l'air à la Réunion, une structure a été créée en 1998 : l'Observatoire Réunionnais de l'Air (ORA). Les premières stations de surveillance de la qualité de l'air de l'île de La Réunion ont été installées par EDF au Port, à La Possession et à Saint-Paul dans le cadre de l'autosurveillance des installations classées. Elles sont alors gérées par EDF chargé de surveiller les retombées atmosphériques de la centrale du Port. Les 4 stations seront ensuite cédées à l'ORA dès sa création. Depuis le réseau de station de surveillance a continué de se développer afin de répondre aux réglementations européennes, nationales et aux problématiques locales. En 2017, change de nom pour devenir ATMO Réunion.



La station la plus proche du projet de centrale photovoltaïque est située au centre pénitentiaire du Port, à environ 3 km à l'Est du site d'étude. Il s'agit d'une station fixe mise en place dans le cadre de la surveillance des retombées de dioxyde de soufre (SO₂) autour de la centrale thermique EDF-PEI du Port.

Les données de 2016 sont effectivement obsolètes. Depuis sa mise en service, la centrale thermique EDF-PEI Port Est fait l'objet d'un suivi annuel dont l'objectif est d'évaluer les retombées de polluants atmosphériques dans l'environnement proche de la centrale thermique, dans le cadre de l'arrêté préfectoral n° 2010-2831/SG/DRCTCV du 30 novembre 2010.



A ce titre, l'ATMO a publié deux rapports en 2020 :

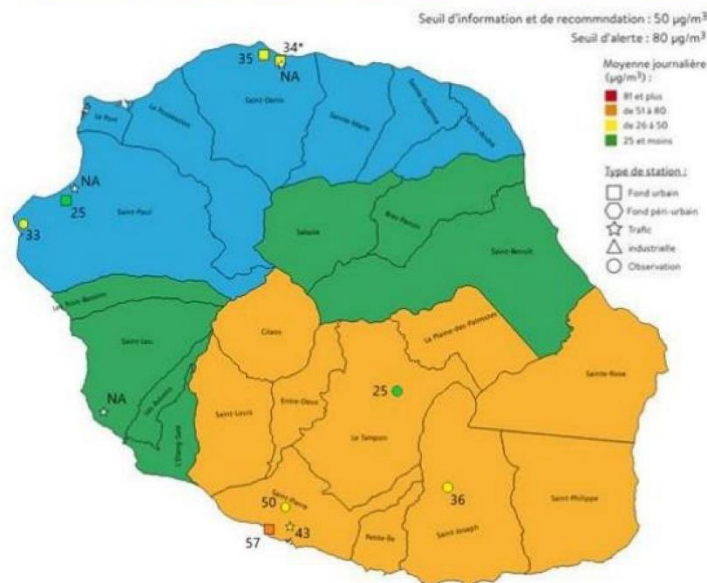
- Surveillance de la concentration en dioxyde de soufre (SO_2) autour de la centrale thermique EDF PEI Port Est sur les communes du Port et de la Possession - Bilan annuel de de janvier à décembre 2019 (page 15) : « *Du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019, Atmo Réunion a mené une surveillance atmosphérique sur les stations Maison de Quartier Terrain de Sel (MQT) et Centre Pénitentiaire (CPE), localisées dans l'environnement de la centrale thermique EDF-PEI. À l'aide d'analyseurs automatiques, les concentrations en dioxyde de soufre (SO_2) ont été relevées durant cette surveillance continue durant l'année 2019 sur les stations MQT et CPE. Au vu des résultats de cette surveillance, **il apparaît, pour le dioxyde de soufre (SO_2), que les normes réglementaires ont été respectées durant la période de surveillance sur ces deux stations, sauf pour la VTR (Valeur Toxicologique de Référence). En effet, un dépassement de la VTR a été constaté le 15/08/2019 sur la station MQT. Les épisodes d'éruption du volcan du Piton de la Fournaise ont impacté, en partie, la concentration du SO_2 relevée sur les stations MQT et CPE.** »*
- Surveillance de la concentration en dioxyde d'azote (NO_2) autour de la centrale thermique EDF PEI Port Est sur les communes du Port et de la Possession - Bilan annuel de de janvier à décembre 2019 (page 14) : « *Du 1er janvier au 31 décembre 2019, Atmo Réunion a mené une surveillance atmosphérique sur les stations Maison de Quartier Terrain de Sel (MQT) et Centre Pénitentiaire (CPE), localisées dans l'environnement de la centrale thermique EDF-PEI. À l'aide d'analyseurs automatiques, les concentrations en dioxyde d'azote (NO_2) ont été relevées durant cette surveillance continue durant l'année 2019 sur les stations MQT et CPE. Au vu des résultats de cette surveillance, **il apparaît, pour le dioxyde d'azote (NO_2), que les normes réglementaires ont été respectées durant la période de surveillance sur ces deux stations.** »*

Globalement, la qualité de l'air sur la Commune du Port est correcte grâce au respect des normes réglementaires.

Concernant les fines particules en suspension PM_{10} , le rapport d'activité 2019 de l'ATMO Réunion (page 31) affirme que « *Deux dépassements du seuil d'information et de recommandation en PM_{10} ont été enregistrés à Saint-Pierre sur la Station Luther King. Le premier dépassement a eu lieu le 19/08/2019 et est lié au déferlement d'une forte houle à Saint-Pierre. Un autre dépassement a été constaté le 31/12/2019 lié aux fêtes de fin d'année (feux d'artifice). **Aucun autre dépassement des seuils réglementaires journaliers pour les PM_{10} n'a été constaté sur le réseau de surveillance durant l'année 2019. La valeur limite est respectée sur l'ensemble du réseau.*** »

Il n'y a donc aucun sujet lié aux particules fines PM_{10} sur la commune du Port.

Figure 20 : Maximum des concentrations journalières en fines particules PM10 en 2019 (Source : ©Atmo Réunion).



Question n° 5 : Le **raccordement externe** s'opérera en réseau électrique enterré, depuis le poste de livraison interne jusqu'au poste source EDF du Port, distant de 950 m (p. 6 du RNT, p. 40-41 de l'EI, avec plan fourni). Dans votre réponse à l'avis de la MRAE, en page 3 avec plan, le raccordement s'opère avec le poste Chabrier, positionné en bordure de voirie de l'Écoparc, à une distance de 250 mètres. Ce raccordement est plus court de 700 mètres.

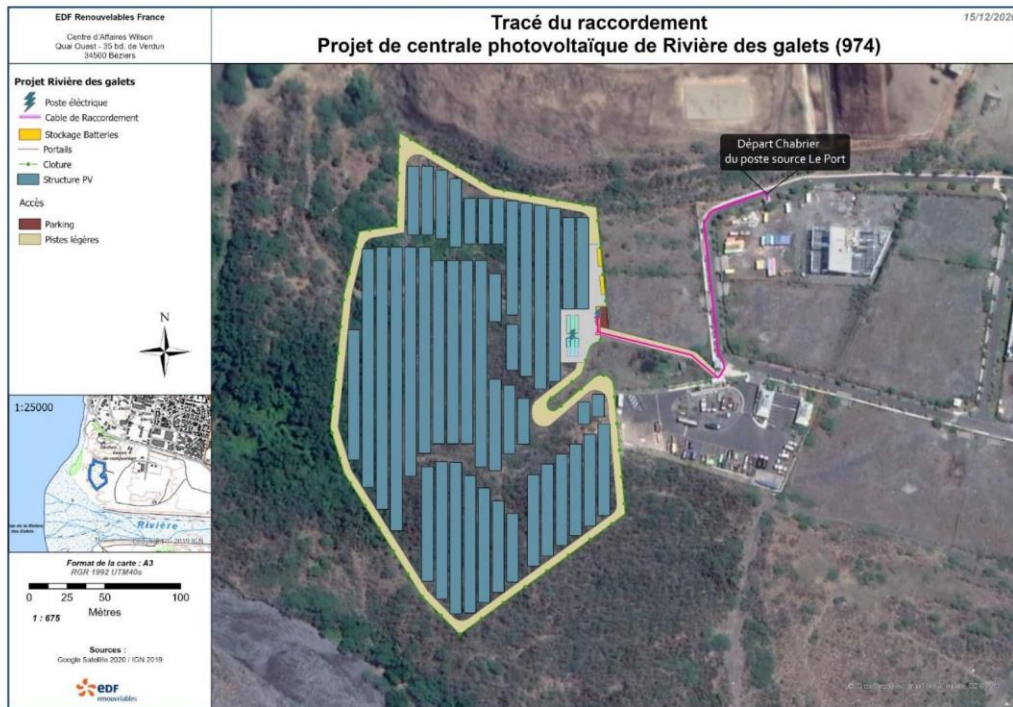
Les impacts sur le milieu environnemental et humain étant nécessairement différents, et les mesures ERC aussi (MS 1 et MET 6), quel est le choix arrêté à ce jour ?

Réponse du porteur de projet

Le raccordement électrique externe à la centrale photovoltaïque jusqu'au réseau de distribution publique incombe au gestionnaire de réseau EDF SEI. Ce réseau, totalement enterré, est réalisé par le gestionnaire du réseau de distribution qui en définit le tracé.

Conformément à la réglementation, les câbles électriques seront enterrés à environ 80 cm de profondeur dans les accotements des voiries existantes : le long de la piste d'accès à la centrale, puis le long de la voie publique.

Une demande de Proposition Technique et Financière (PTF) a été effectuée auprès d'EDF SEI. La PTF reçue confirme que le Poste de Livraison de l'installation photovoltaïque sera raccordé au Réseau Public de Distribution HTA par une coupure d'artère de 2 x 250 m de câbles souterrains sur le départ CHABRIER du poste source de Le Port (distant de 250 mètres de la centrale). Ce tracé est présenté sur la carte ci-dessous.



Le tracé envisagé par EDF SEI prévoit de longer les voiries existantes jusqu'au départ CHABRIER et n'engendrera pas de nouvel impact sur le milieu naturel. Il est donc attendu qu'aucune espèce floristique ou faunistique ne soit impactée par ce tracé.

Néanmoins, deux mesures de gestion environnementale sont prévues. La mesure nommée MET6 (**Repérage et piquetage des nids si travaux hors période privilégiée** – page 228 de l'étude d'impact) prévoit le passage d'un écologue avant l'ouverture du chantier. Les travaux de raccordement se déroulant préalablement ou simultanément aux travaux de réalisation de la centrale, l'écologue s'attardera également sur le tracé du raccordement afin de s'assurer de l'absence d'enjeu écologique.

De plus, une mesure de suivi sera également mise en place (MS1 – **Suivi environnemental du chantier** – page 241 de l'étude d'impact). Un bureau d'étude environnemental sera présent à l'ouverture du chantier et effectuera des visites régulières du chantier afin de s'assurer du respect des prescriptions/engagements relatifs à la gestion des déchets, à la protection du milieu naturel et à la gestion des éventuels produits dangereux.

Question n° 6 : Le projet comporte un volet **stockage de l'énergie** (p. 44 de l'étude d'impact), qui reposera sur 2 containers ISO de 40 pieds, détaillés dans le permis de construire. Seuls les aspects réglementaires (ICPE) sont évoqués.

Pouvez-vous détailler l'intérêt et la fonctionnalité de ces installations ?

Réponse du porteur de projet

Conformément au cahier des charges de l'appel d'offres lancé par le Ministère de l'écologie du développement durable et de l'énergie, le projet de centrale photovoltaïque de la Rivière des Galets a été envisagé avec une partie « production d'électricité à partir de techniques de conversion du rayonnement solaire » et une partie « stockage de l'énergie » par le biais de deux containers de stockage de l'électricité.

D'une manière générale, le stockage de l'énergie permet une plus grande intégration des énergies renouvelables dans le mix énergétique et répond à trois motivations principales :

- Sécurisation de l'approvisionnement en énergie d'un territoire ;
- Ajustement de la production d'énergie en fonction de la demande ;
- Compensation de l'irrégularité de la production des énergies dites intermittentes.

Globalement, un système de stockage présente l'avantage de pouvoir soulager le système électrique aussi bien en cas de besoin de production qu'en cas de besoin de consommation, et contribue ainsi à la sécurité d'approvisionnement en énergie.

Néanmoins, la gestion de ces systèmes de stockage est complexe. Ce constat a engendré une évolution du cahier des charges des appels d'offre de la Commission de Régulation de l'Energie qui souhaite désormais favoriser la candidature de projets non équipés de système de stockage. C'est à ce titre que le projet de Rivière des Galets a été présenté et retenu. En conséquence, les deux containers de stockage initialement prévus ne seront pas installés lors de la construction.

Question n° 7 : Le démantèlement des installations et la **remise en état du site** font partie intégrante de la vie d'une centrale photovoltaïque. Il est précisé (p. 51 de l'EI) que « *La centrale sera construite de telle manière que la remise en état initial du site soit possible* », et qu'à l'issue de la période d'exploitation (dont la durée n'est pas précisée), toutes les structures et installations seront démontées, enlevées et transportées jusqu'à leurs usines de recyclage respectives.

Ces opérations se conjugueront-elles avec la réhabilitation de l'ancienne décharge, et selon quelles modalités le cas échéant ?

Par ailleurs, l'ancienne centrale EDF du Port, située à 950 mètres du projet, a cessé son exploitation en 2013 et fait l'objet d'un permis de démolir du 28 mars 2017, affiché sur le site. A ce jour, on constate qu'il y a encore les bâtiments désaffectés, en état de dégradation avancée,

et que le terrain d'assiette est jonché de ferrailles, d'engins rouillés et de déchets divers qui constituent un exemple peu flatteur de réhabilitation et de remise en état de terrain par EDF.

Cette situation questionne sur la capacité d'EDF à procéder dans des délais raisonnables à la réhabilitation des sites dont elle a cessé l'exploitation.

Quelles sont vos arguments de nature à garantir l'effectivité de cette remise en état pour le projet de centrale photovoltaïque, sis en bordure de rivière des galets, en zone naturelle, dont les enjeux paysagers sont soulignés par l'Autorité Environnementale et repris dans votre étude d'impact ?

Réponse du porteur de projet

- Concernant les opérations de démantèlement de la centrale, elles sont complètement indépendantes des opérations de réhabilitation de l'ancienne décharge d'ordures ménagères portées par le TCO.

Avant la construction, les déchets de surface seront évacués et le terrain sera légèrement remodelé afin qu'il puisse accueillir la centrale. Les déchets enfouis ne seront pas déplacés.

Plusieurs fondements permettent aujourd'hui de garantir l'effectivité du démantèlement et de la remise en état des terrains. En effet, à l'issue de la période d'exploitation d'environ 20 ans, EDF Renouvelables s'engage, conformément à la réglementation et aux engagements pris dans la promesse de bail et le bail signé avec le propriétaire du terrain, à démanteler l'ensemble des installations constitutives de la centrale et à remettre le terrain dans un état similaire à son état actuel (état actuel une fois les déchets de surface évacués). Il sera de meilleure qualité environnementale qu'il ne l'est actuellement.

De plus, le cahier des charges de l'Appel d'Offre de la Commission de Régulation de l'Energie stipule dans son article 6.7 que « *Le Candidat dont l'offre a été retenue est tenu de récupérer les Capteurs [...] lors du démantèlement ou en cas de renouvellement et à les confier à un organisme spécialisé dans le recyclage de ces dispositifs. Le cas échéant, il acquitte les frais de recyclage demandés par cet organisme.* »

Les éléments de la centrale seront fournis à des entreprises de recyclage dédiées. Les panneaux photovoltaïques seront collectés par PV CYCLE France qui est l'éco-organisme français dédié au recyclage des panneaux solaires photovoltaïques.

- La stratégie de démantèlement de l'ancienne centrale thermique d'EDF-PEI située sur la commune du Port n'est pas connue d'EDF Renouvelables. Les deux projets sont indépendants et ne sont pas menés par les mêmes entités du Groupe EDF.